

ETA OU LE NATIONALISME REVOLUTIONNAIRE

I- UN ACTIVISME A LA RECHERCHE D'UNE STRATEGIE

« Les espérances du gouvernement basque, fondées, réalistes, d'une chute simultanée de Hitler, Mussolini et Franco, se sont, ô combien douloureusement, volatilisées. Toute une stratégie, alors logique, de « conserver » et « d'espérer », ainsi que de « compter sur le peuple » a progressivement perdu toute signification. Et aujourd'hui, 25 ans après le serment de Guernica¹, 16 ans après la chute de Hitler, et avec une génération qui n'a pas pu voter oui², tout a profondément changé. Tout sauf les structures de la direction du patriotisme basque. Et cela ne peut plus durer : l'heure d'un changement profond et vigoureux de la stratégie *abertzale* a sonné (...). Notre peuple a besoin d'une stratégie basque actuelle. »³ [176] « Nous, les nationalistes basques de la jeune génération, celle qui a seulement connu la farce franquiste du syndicat vertical, la politique du nord, la « démocratie organique », les griffes d'Eymar et de ses sbires⁴, la collusion monstrueuse des évêques avec le régime le plus abject et réactionnaire de la terre, et l'attente patiente que les Américains imposent enfin des élections libres à l'État

¹ Investiture de Jose Antonio de Aguirre comme Président du premier Gouvernement basque autonome.

² Au référendum du 5 novembre 1933 pour l'approbation du statut d'autonomie basque.

³ Extraits d'une conférence donnée le 7 Octobre 1963 par un membre d'ETA (Txillardegui) au siège du Gouvernement basque à Paris à l'occasion du 25^e anniversaire de celui-ci. Ce texte (tout comme nombre de documents cités ici, par exemple certains *Zutik* (organe central d'ETA), *Euskadi*, *Cuba de Europa*, les rapports *Paten kutzat* et *Nolaz ibili*, etc.) est quasiment introuvable. Seuls quelques très rares exemplaires ont été conservés par d'anciens militants. Le seul endroit où l'on puisse consulter l'ensemble des documents produits par ETA est, à notre connaissance, la bibliothèque privée des Pères bénédictins de Lazcano (Guipúzcoa). En 1978, les Editions Hordago de Saint-Sébastien ont entrepris la publication, en plusieurs volumes, de l'ensemble des publications d'ETA, de sa fondation à 1978, sous le titre générique de *Documentos*. 18 tomes sont parus, couvrant la période 1954-1977. Pour une lecture exhaustive des documents produits par ETA tout au long de son histoire, nous renvoyons donc aux *Documentos*.

⁴ Il s'agit du colonel Enrique Eymar Fernandez chargé par Franco de combattre les « rebellions intérieures ». Il fera preuve d'un sadisme féroce au cours des interrogatoires des militants d'ETA

espagnol, nous croyons avoir compris. Et, à la différence de nos aînés, nous sommes décidés à changer de cap. »⁵

À première vue, rien ne distingue la poignée de militants d'Ekin des premiers *etarrak* (militants d'ETA)⁶. Il s'agit des mêmes hommes qu'une même soif d'action semble définir. Entre temps cependant, les tâches qu'ils s'étaient fixées quelques années auparavant ont été accomplies. Ils ont appris et pratiquent l'*euskera*, ils ont retrouvé, étudié et diffusé les textes nationalistes d'avant-guerre, et ils sont devenus de plus en plus attentifs à la réalité sociale qui les entourait. Les deux premières tâches les ont jetés dans les bras du PNV, la dernière les en a arrachés. ETA est à la fois le produit du nationalisme historique d'avant-guerre et du quotidien des années cinquante en Pays Basque.

Les militants d'Ekin et futurs *etarrak* n'ont jamais eu qu'une stratégie : réveiller le PNV, l'ouvrir aux réalités du moment et aux attentes quotidiennes des Basques de façon à « faire quelque chose », à changer ces réalités. Mais cette « stratégie » n'en est alors vraiment une qu'à l'intérieur du nationalisme. Même si elle est dictée par des motivations s'enracinant dans un quotidien qui le déborde, son horizon d'action s'est toujours limité aux frontières de la famille nationaliste. Les ponts avec le PNV coupés, ETA se retrouve vide d'une réelle stratégie. [177]

Au lendemain de la scission, l'organisation n'est pas, comme on ne cesse de le répéter alors, « orpheline du PNV », mais enfant perdue. Pendant au moins trois ans, ETA, qui se déclare « prête à libérer Euskadi » n'a en fait aucune espèce d'idée sur la stratégie à adopter à moyen et long terme pour y parvenir. Ce vide sera partiellement comblé par un grand volontarisme et un activisme qui caractériseront désormais ETA. Rétrospectivement, ces deux dimensions apparaissent déterminantes, tant pour l'avenir de cette organisation que pour celui du mouvement national basque dans son entier. Elles vont en effet conduire ETA à prendre un ensemble de positions totalement inédites au sein du mouvement national basque : un rapprochement de plus en plus étroit avec le mouvement ouvrier, au point qu'il débouchera sur l'utopie d'une fusion

(instauration de la torture systématique).

⁵

« Neo-carlismo », in *Zutik* n° 5.

⁶

Les premiers *cuadernos* (cahiers de formation) d'ETA ne sont que des compilations du bagage culturel et idéologique du PNV.

totale mouvement national-mouvement ouvrier ; un abandon de la définition essentialiste de la nation basque, qui entraînera un changement radical d'attitude envers les immigrés ; une réplique à la répression, qui la conduira à adopter la lutte armée comme moyen de lutte ; et enfin une distanciation puis condamnation globale de la bourgeoisie basque.

1- Rapprochement avec le mouvement ouvrier

Ce rapprochement n'est en rien le produit d'une réflexion théorique. Il faut plutôt y voir la conséquence de l'activisme et du volontarisme d'ETA d'un côté, et de la répression franquiste de l'autre. Au départ, ETA n'a aucune sympathie particulière pour la classe ouvrière. L'origine sociale de ses premiers militants (petite et moyenne bourgeoisie) et l'énorme influence qu'auront sur eux les textes idéologiques du nationalisme d'avant-guerre les conduisent au contraire à ignorer la lutte des classes⁷, à considérer le marxisme [178] comme une vision a-nationale du monde et donc dangereuse pour le nationalisme basque⁸, et à se prononcer sans réserve contre le communisme⁹.

Jusqu'au début des années 60, donc pendant toute la période de gestation d'ETA, le mouvement ouvrier, décapité de tous ses dirigeants, rejeté dans la clandestinité et étouffé par la répression, demeure amorphe. Comme pour le mouvement national, c'est

⁷ Pour asseoir son programme social, ETA continue alors à directement se baser sur la « doctrine basque » d'avant-guerre : « (dans une Euskadi indépendante), le progrès et la loi de solidarité seront capables d'imprimer l'harmonie et la collaboration de tous les membres de l'entreprise (...). » (Cahier de formation d'ETA *Programa social y derechos sociales*, 1960).

⁸ « Le marxisme est un dogmatisme antireligieux, une théologie antithéologique, un fascisme de gauche (...). Théoriquement progressiste, la politique communiste est en pratique réactionnaire. (Il n'y a qu'à voir) la politique des régimes communistes qui sont probablement ceux qui incarnent le mieux la philosophie de Marx (...). La problématique du marxisme est a-nationale, à la marge des nations ethniques. Ainsi, Marx (et tous les Partis Communistes) proposent la lutte à l'intérieur des Etats actuels, sans en questionner les frontières : avec un esprit certes internationaliste en théorie mais qui, en réalité, ne fait que renforcer les génocides actuels. » (Cahier de formation d'ETA *Marxismo*, 1962, pp. 1, 6 et 7).

⁹ « Le Parti Communiste ne lutte pas pour l'indépendance des peuples. La vie d'une nation lui est indifférente (...). En cette heure décisive pour Euskadi, où nous jouons l'existence même de notre patrie, notre première aspiration doit être de sauver le basque, sauver l'âme basque. Aussi nous proclamons bien haut que toute force basque qui ne s'emploie pas à lutter prioritairement pour notre patrie est ennemie d'Euskadi. C'est pour cela qu'en ce moment, nous ne pensons à rien d'autre qu'à faire de la Résistance Basque. Pour ce qui est de notre position envers le communisme, elle est bien claire : même quand la liberté arrivera, nous ne pensons pas que l'être basque puisse se combiner avec l'être communiste. ETA condamne tout système totalitaire, fasciste ou communiste. » (« Patriotismo y comunismo », in *Zutik* s/n., août 1962).

la génération d'après-guerre qui va prendre le relais. Courant 1962, de nombreuses grèves éclatent en Biscaye et Guipúzcoa, à tel point que, suite à la grande grève des métallurgistes de mai 1962, un état d'exception est décrété pour trois mois en Biscaye, Guipúzcoa et Asturies. La combativité des ouvriers et le grand élan de solidarité que leur mouvement suscite (en particulier parmi le clergé basque qui appuie les grévistes congédiés et organise des quêtes en leur faveur) impressionnent énormément les premiers militants d'ETA.

Face à l'inactivité du PNV, la détermination des ouvriers leur paraît exemplaire. L'intitulé de l'un des articles de l'organe central d'ETA (*Zutik*) est à ce propos significatif : « Les travailleurs du Guipúzcoa nous montrent le chemin. »¹⁰ Il semble bien que les activistes d'ETA cessent alors d'entrevoir les [179] mobilisations ouvrières à travers le seul prisme de l'idéologie du premier nationalisme dont ils avaient hérité. Le climat de répression qui étouffe le Pays Basque, le volontarisme et la soif d'action des premiers *etarrak*, auront bien vite raison des vieux schémas dont ils n'ont, au demeurant, pas connu l'actualité concrète (le réel et profond divorce d'avant-guerre entre nationalistes et socialistes) : c'est presque « instinctivement » qu'ils participent aux mobilisations et à l'agitation sociale du mouvement ouvrier.

Dans le même temps, de nombreux jeunes ouvriers nationalistes entrent à ETA et lorsque, fin 1963, le principe d'une grève de solidarité (avec 52 ouvriers licenciés de leur entreprise à cause de leur participation aux grèves de l'année précédente) est décidé, ETA est directement associée au Comité de coordination qui appelle à un arrêt de travail pour le 7 octobre. Une violente répression s'abat alors sur l'organisation qui s'était entre temps attribué la paternité de la grève¹¹. Plusieurs dizaines de militants sont arrêtés, et ceux qui parviennent à s'échapper deviennent permanents clandestins de l'organisation ou se réfugient à l'étranger.

Les militants d'ETA se retrouvent alors dans les mêmes prisons que les militants ouvriers, et les exilés se jettent avec enthousiasme sur les textes de ceux qui, en ce début des années 60, apparaissent (aux yeux de la jeunesse radicalisée des villes européennes dans lesquelles ces exilés trouvent refuge) comme les hérauts de l'histoire à venir et de la libération de l'homme : Che Guevara, Ho Chi Minh, Mao Tse Toung,

¹⁰ « Los trabajadores guipuzcoanos enseñan el camino », in *Zutik* s/n, janvier 1962.

etc. Si la guerre civile avait jeté nationalistes basques et socialistes dans le même camp, ceux-ci n'avaient jamais réussi à taire les vieilles animosités et à combler l'abîme idéologique qui les séparait. Par contre, la répression franquiste, en provoquant ainsi la rencontre du nationalisme avec le socialisme chez des jeunes qui, eux, n'avaient pas connu la répulsion réciproque d'avant-guerre entre ces deux termes, était en train, pour la première fois en Pays Basque, de permettre la tentative de leur réelle synthèse en un même mouvement. Et de fait, dès 1963, libération nationale et libération sociale apparaissent déjà aux yeux d'ETA comme « les deux composantes indissociables du combat du peuple basque »¹² : « Pour nous, la libération nationale et la libération sociale d'Euskadi sont de purs aspects de la libération totale [180] que nous proposons pour les habitants d'Euskadi. »¹³ « Notre mouvement patriotique a mis en relief notre ferme détermination de lutter sur un double front : celui de la libération nationale d'Euskadi et celui de la libération sociale des Basques face à l'oppression capitaliste. »¹⁴ ETA définit alors clairement « les trois ennemis du peuple basque : la dictature personnifiée par Franco qui, au nom des principes du *movimiento*, annule toutes les libertés (...), le centralisme castillan, qui est une autre forme de la dictature de Madrid sur Euskadi (...), le capitalisme qui, profitant de la situation actuelle et de l'appui officiel, exploite les travailleurs (...) »¹⁵.

Peu à peu, une terminologie jusqu'alors inconnue dans le mouvement national basque fait son apparition (classes sociales, révolution prolétarienne, impérialisme, bourgeoisie nationale, etc.) et d'abondantes citations de Marx, Lénine, Mao, etc., commencent à remplir les pages des publications *etarrak*. Un an plus tard (avril 1964), et pour la première fois de son histoire, ETA appelle le peuple basque à participer activement aux manifestations du premier mai, scellant ainsi de façon symbolique son rapprochement avec le mouvement ouvrier et le socialisme. Ce mouvement de convergence sera rendu d'autant plus facile qu'ETA avait entre temps opéré une véritable révolution dans le nationalisme basque : l'abandon de la race comme

¹¹ Voir *Zutik (especial)*, s. n., novembre 1963, p. 1.

¹² *Ibidem*.

¹³ Cahier de formation d'ETA *Liberacion nacional y liberacion social*, 1963.

¹⁴ *Zutik (especial)* s/n, novembre 1963.

¹⁵ « Los obreros hemos comenzado la lucha », in *Zutik* n° 4, août 1962.

définition de la nation. Abandon qui, entre autres choses, entraînera un changement d'attitude radical envers les immigrés.

2- Abandon de la définition essentialiste de la nation basque et changement d'attitude du nationalisme envers les immigrés

La généalogie d'ETA (Ekin) nous montre que son nationalisme n'est pas, comme le premier nationalisme, un mouvement porté par une population agressée par un développement industriel brutal et apeurée par l'arrivée massive d'immigrés. Il n'est pas le produit d'une fuite et d'un enfermement aveugle dans une identité refuge, mais au contraire le fruit d'une dynamique volontaire et d'une ouverture aux réalités du présent. Pour les premiers *etarrak*, une nation n'est pas mais advient par la volonté de ses membres : « Dans le siècle présent, ni la race, [181] ni la langue, ni le passé historique, n'octroient à un peuple le droit d'être maître de lui-même et d'être libre (...). L'unique condition nécessaire pour constituer (une nation) est celle-ci : que nous le voulions. »¹⁶

Ce bouleversement dans la définition de la nation basque, qui n'est donc plus désormais fondée sur l'existence d'un « être » (essence) mais sur un « vouloir être » (volonté), n'est pas totalement surprenant si l'on ne perd pas de vue que ce nouveau nationalisme apparaît à un moment où « ceux qui revendiquaient la race pour fonder la nation basque étaient politiquement amorphes »¹⁷. De plus, il faut ajouter que le nazisme avait chargé la notion de race d'un tel discrédit que l'emploi même de ce terme était pratiquement devenu inutilisable. Enfin, nombre des fondateurs d'ETA n'étaient ethniquement pas basques mais immigrés¹⁸.

Comme pour quasiment toutes ses prises de position de départ, c'est finalement et fondamentalement la volonté des acteurs qui, pour ETA, prime au moment de donner une définition de la nation basque. Sans cette volonté, explique ETA, la langue et la culture ethnique ne sont en elles-mêmes que « pur folklore » et la race « chimère réactionnaire et inutile »¹⁹. « Il faut vouloir et construire la nation basque » répètent les

¹⁶ *Zutik (Caracas)* n° 14, 1961, p. 8.

¹⁷ *Interview 49* (Julen Madariaga).

¹⁸ Par exemple, un des fondateurs d'ETA, Jose Maria Benito del Valle et celui qui sera son principal idéologue pendant plusieurs années, Federico Krutwig Sagredo.

¹⁹ L'apprentissage de l'*euskera* par les militants d'Ekin puis d'ETA est à ce propos paradigmatique : ce

etarrak. Ce n'est qu'à la lumière de cette volonté que les traits ethniques, essentiellement la langue, apparaissent comme fondements empiriques de l'identité nationale.

Cette définition inédite de la nation basque « qui situe ETA aux antipodes du racisme »²⁰, va lui permettre de porter un regard totalement nouveau [182] sur le problème des immigrés, et en particulier sur leur participation au mouvement national. « Notre lutte de libération ne se base pas sur des arguments de type raciste (...), et les nationalistes qui regardent avec mépris les travailleurs originaires d'autres terres méritent notre répulsion la plus énergique. »²¹ « Nous sommes très loin de prétendre expulser les habitants non originaires du Pays Basque. Bien au contraire, nous croyons qu'ils ont droit, comme tout citoyen, à un poste dans la future société basque. »²²

« Il y a en Euskadi des milliers d'ouvriers venus d'Espagne, et cela ne nous rend nullement racistes. C'est simple : les habitants actuels d'Euskadi, qu'ils soient ethniquement basques ou pas, sont pour nous les futurs citoyens basques. Les ouvriers qui travaillent en Euskadi constituent sans aucune discrimination la classe ouvrière basque. Il ne s'agit pas d'obtenir un Etat basque dans lequel ses habitants seront physiquement basques (noms de famille, etc.), mais d'obtenir un Etat basque dans lequel ses citoyens, étant totalement libres, pourront être totalement basques (...). Les immigrés pourront alors adopter librement la nationalité basque ou conserver celle de leur pays d'origine. Ce seront eux seuls qui décideront de leur destin (...). Nous ne mettons rien en face de rien. Nous luttons seulement contre l'oppression capitaliste en tant que nationalistes basques. »²³

« Les travailleurs espagnols (résidant) dans notre pays sont, de la même façon que le peuple basque en général, certainement pour des raisons différentes, les victimes du désastre franquiste : ils sont obligés de quitter leur pays natal s'ils ne veulent pas

n'est pas parce qu'ils parlent basque qu'ils deviennent nationalistes, mais parce qu'ils sont nationalistes qu'ils veulent parler basque. Dans la construction de cette identité nationale, « c'est l'*euskera* qui représente le facteur essentiel » (Cahier de formation d'ETA *Personalidad nacional y patriotismo*, 1960).

²⁰ « Movimientos migratorios en Euskadi », in *Zutik* n° 11, mai 1963.

²¹ « Mas sobre la inmigracion », in *Zutik* n° 11, mai 1963.

²² « Movimientos migratorios en Euskadi », in *Zutik* n° 11, mai 1963.

²³ « Hemos aprendido historia », in *Zutik* n° 18, février 1964.

mourir de faim.»²⁴ « En regard de l'amélioration de leur niveau de vie que leur résidence en Euskadi leur permet d'obtenir, ils sont disposés à payer un prix assez fort pour leur condition de néo-Basques.»²⁵ Par exemple celui d'adopter une attitude favorable à la lutte nationale et de respect envers la culture et la langue basque... [183]

En proclamant que « la revendication pour une justice sociale devra être intimement liée à la revendication pour une justice nationale », et que « jamais on ne devra permettre qu'une réclamation de justice sociale ne fasse pas partie intégrante de l'idéal de libération nationale », l'idéologue d'ETA pense « que la cause du peuple basque se transformera alors en un torrent qui entraînera tous les habitants du Pays (...) » et en particulier les immigrés. Ceux-ci « pourraient alors représenter un élément très actif dans la lutte de libération de la patrie basque, évidemment bien plus efficace que les bourgeois qui nous exploitent, bien que ceux-ci se disent basques et nationalistes. Ils (les immigrés) pourraient comprendre qu'un Pays Basque indépendant apporterait à tout le pays une amélioration de la situation économique et intellectuelle et se rendre compte, plus que personne, que la lutte de libération basque veut rompre les chaînes de l'oppression nationale et de l'oppression sociale »²⁶. Ce rapprochement entre immigrés et natifs du pays « ne pourra que faire honneur au Peuple basque et apporter de grands avantages à la lutte de libération populaire et nationale d'Euskadi »²⁷.

On mesure les années-lumière qui séparent désormais les militants d'ETA des premiers nationalistes. ETA se pose du reste « la question de savoir dans quelle mesure la conduite (des nationalistes) n'a pas contribué à l'apparition de réactions négatives (de la part des immigrés) »²⁸. « Si les relations entre les patriotes basques et les travailleurs immigrés ne sont pas aussi bonnes qu'elles devraient être, c'est avant tout et surtout dû à la politique néfaste de discrimination qui a jusqu'à présent été menée. Nous ne doutons pas que, tant la politique et la propagande de Franco que le discrédit dont nous souffrons de la part des mouvements et partis clandestins espagnols aient contribué à

²⁴ « Carta », in *Zutik* n° 12, Juillet 1963.

²⁵ Fernando Sarrailh de Ihartza (pseudonyme de Federico Krutwig Sagredo), *Vasconia*, Buenos-Aires, 1973, Ed. Norbait (1° édition en 1962), p. 282. Ce livre sera, durant toute cette période, l'un des plus lus par les militants d'ETA.

²⁶ Sarrailh de Ihartza, *Vasconia*, *op. cit.*, p. 282.

²⁷ « Carta a un coreano », in *Zutik* n° 12, février 1964.

envenimer ces relations. Mais la faute principale incombe à nous-mêmes, nous (les nationalistes) qui n'avons pas su faire disparaître chez les immigrés cette appréhension envers notre problème et gagner leur amitié, leur confiance. Parce que, de l'emploi méprisant de la parole *coreano* ou *maketo*, il ne fallait pas attendre autre chose.»²⁹
[184]

La barrière jusqu'alors infranchissable qui séparait les nationalistes des immigrés est ainsi levée. Là encore, la répression franquiste se chargera du reste³⁰.

3- L'adoption de la lutte armée

Jusqu'ici, le mouvement national basque n'avait jamais été violent. Même durant la dictature de Primo de Rivera, alors que les militants du PNV étaient pourchassés, il n'était jamais, semble-t-il, venu à l'idée des nationalistes de recourir à l'action violente pour se faire entendre. Durant la guerre civile, leur lutte armée fut totalement légale et légaliste : ce ne fut pas pour libérer la nation basque ni pour imposer leurs propres vues qu'ils eurent recours aux armes, mais pour défendre des institutions et un pouvoir politique issus du suffrage universel. C'est précisément imbus de cette légalité, et certainement trop sûrs de la justesse de leur cause, qu'ils placèrent toute leur confiance (et leur avenir...) dans « l'éthique démocratique » des Alliés alors perçus comme le bras vengeur de la justice internationale. Cette stratégie écarta du même coup une des principales alternatives de résistance qui se présentait à eux : la guérilla, les actions de sabotage et de harcèlement, la lutte armée clandestine. En optant pour la violence politique, ETA va donc, une fois encore, totalement innover dans le camp nationaliste.

Bien qu'ayant commencé à employer, de façon sporadique, la violence dès le début de son existence³¹, ETA restera, suite à la terrible répression qui s'abattit sur elle après sa première tentative d'action armée d'envergure³², près de trois ans sans

²⁸ *Ibidem.*

²⁹ « Mas sobre la inmigracion », in *Zutik* n° 11, mai 1963.

³⁰ Voir plus loin le chapitre consacré à l'étude de l'intégration des immigrés et à leur participation au mouvement national.

³¹ Durant le printemps 1961, des bombes sont par exemple posées dans les bâtiments de la Délégation de la Police à Bilbao et dans ceux du Gouvernement Civil à Vitoria.

³² Il s'agissait de faire dérailler, le 18 juillet 1961, un train conduisant à Saint-Sébastien d'anciens volontaires franquistes pour la célébration du soulèvement militaire de 1936. L'action échoua, mais la

commettre une seule action violente. [185] Durant toute cette période, elle s'emploiera à reconstituer son organisation, à former ses militants et à bouleverser l'idéologie nationale basque, mais en aucun cas à préparer une lutte armée. Et si, dans ses *Principes* issus de sa Première Assemblée (mai 1962), ETA se déclare de façon encore évasive « prête à employer les moyens les plus adaptés pour obtenir l'autogouvernement du Pays Basque », il faudra attendre encore près de deux ans pour qu'elle donne un nom au premier de ceux-ci : la lutte armée.

Comme pour son rapprochement avec le mouvement ouvrier, c'est, en dernière analyse, la répression franquiste qui la poussera à définitivement adopter ce type de lutte. La répression tout à fait disproportionnée d'octobre 1963³³ galvanisera en effet l'organisation. L'intense sentiment d'impuissance et de rage qui submerge alors les militants ayant échappé à la férocité de cette répression va définitivement les ancrer dans une certitude : « la seule chose que puisse entendre le pouvoir franquiste, c'est le bruit des mitraillettes et celui des bombes qui explosent »³⁴. Dans le mois qui suit cette vague d'arrestations, les militants d'ETA rédigent un texte d'une cinquantaine de pages, *La guerre révolutionnaire*³⁵, qui constitue à la fois un manifeste en faveur de la lutte armée, une déclaration de guerre à l'Etat franquiste, et un manuel de formation militaire.

Ils y expliquent ainsi leur choix de la lutte armée : « Quand la politique a épuisé tous ses moyens, la juste guerre de libération s'impose (...). L'histoire politique des peuples met en évidence un fait bien concret et réel : le peuple qui a obtenu quelque chose par droit de conquête ne lâche jamais sa prise sans y être obligé par la force. D'autre part, l'histoire nous enseigne aussi que l'indépendance nationale dépend toujours de l'intérêt dont font preuve les soumis pour leur propre libération. Cet intérêt se démontre [186] évidemment par des actes, avec de la violence. C'est seulement ainsi que l'occupant arrivera à se convaincre que la poursuite de l'oppression est un non-sens qui coûte plus qu'il ne rapporte (...). L'opprimé devra lutter pour que son droit soit

répression fut féroce : il y eut plus d'une centaine d'arrestations. La plus grande partie des détenus fut torturée et condamnée à des peines de prison allant jusqu'à 25 ans.

³³ Le « délit » résidait dans le seul appel à un débrayage de dix minutes dans les usines et administrations...

³⁴ *Interview 49* (Julen Madariaga), *op. cit.*

³⁵ Après son approbation par la Troisième Assemblée d'ETA (en avril et mai 1964), ce texte réapparaîtra sous le titre de *La insurreccion en Euskadi* qui, depuis lors, le désigne.

reconnu, et il devra créer et faire reconnaître sa propre légalité par la force des armes. Non pas avec des déclarations platoniques (du style de celles que M. Leizaola³⁶ et compagnie ne cessent de faire depuis plus de vingt-cinq ans), mais avec du plastic et des mitraillettes précédés et accompagnés par des tonnes de propagande. »³⁷

Deux mois plus tard, ETA précise ses positions : « Nous désirons tous le dialogue. Soit. Mais que faire lorsqu'une des parties refuse de se mettre au niveau de l'autre ? Nous ne voyons pas quel dialogue était possible entre les patriotes insurgés de Varsovie et ses tyrans nazis. Ni entre les vaillants citoyens de Budapest (...) et les chars soviétiques d'occupation. Ni entre la Résistance basque et la tyrannie d'occupation et de spoliation espagnole (...). Au lieu de faire des distinctions entre violence et dialogue, il s'agit bien plutôt de distinguer entre la violence du pouvoir et celle qui s'oppose à l'arbitraire de ce pouvoir, à la terreur militaire ou politique. Parce que le terrible de l'affaire est que, s'il est nécessaire d'être au moins deux pour qu'un dialogue s'instaure, il suffit de la volonté ou de la passion d'un seul pour que la violence se déchaîne. Le cas d'Euskadi n'est pas différent. Nous n'avons pas décidé, nous autres Basques, de la violence de notre politique de défense face à la violence de l'occupant tyrannique. On nous l'a imposée. Nous ne faisons qu'appliquer le très juste droit de légitime défense. Il suffit qu'une des parties se refuse à reconnaître la qualité de l'autre pour que tout dialogue soit impossible. Pour qu'un dialogue puisse être qualifié de tel, la garantie du droit de réplique et de défense doit exister. Le dialogue doit s'instaurer de l'un à l'autre, ce qui, en langage populaire se dit de toi à moi, et non de maître à esclave (...). Faut-il insister plus ? Faut-il donner plus de détails pour se convaincre que le dialogue entre l'Espagne (l'Un, le Maître) [187] et Euskadi (l'autre, l'esclave) est aujourd'hui complètement impossible ? (...). L'Espagne dialoguera avec nous lorsqu'elle n'aura pas d'autre moyen. Nous l'obligerons à nous reconnaître comme l'Autre. Comme la France jacobine dut le faire à Evian avec l'Algérie où, une fois de plus, la violence de légitime défense ouvrit les portes au dialogue. Pas avant. »³⁸

³⁶ Nom du second président du Gouvernement basque en exil qui a remplacé, à sa mort (26 mars 1960), José Antonio de Aguirre.

³⁷ *La insurreccion en Euskadi, op. cit.*

³⁸ « Dialogo o violencia », in *Zutik* n° 17, janvier 1964.

Trois semaines après la parution de ce texte, toute une série de bombes explosait dans divers bâtiments officiels du régime franquiste et les militants d'ETA commençaient à ne plus se déplacer qu'armés...

4- Condamnation de la bourgeoisie basque

Suivant en cela le nationalisme d'avant-guerre, ETA condamne d'entrée l'oligarchie industrielle basque. Espagnoliste, ayant historiquement toujours été opposée à quelque forme que ce soit de régionalisme basque, elle participe directement au pouvoir franquiste dont elle constitue un des piliers : « Actuellement la haute bourgeoisie basque ne peut s'opposer au pouvoir central pour la simple raison qu'elle en est une des parties intégrantes. En effet, la haute bourgeoisie basque a cessé d'être basque dans la mesure où elle s'est transformée en bourgeoisie monopoliste. En d'autres termes, les intérêts de la bourgeoisie monopoliste basque et ceux du peuple basque sont en complète contradiction les uns avec les autres »³⁹. « Bien qu'ils soient nés en Pays Basque et qu'ils portent tous des noms basques, (ces oligarques) ne peuvent être, du point de vue d'une véritable dynamique nationale, considérés comme Basques. »⁴⁰

Mais ce n'est qu'au bout de quelques années d'existence, et au fur et à mesure qu'elle opérera son rapprochement avec le mouvement ouvrier, qu'ETA précisera la distinction entre « nationalisme classique » ou « bourgeois » et « nationalisme populaire ». Alors que le premier, explique-t-elle, ne vise qu'à consolider et à perpétuer la domination d'une minorité de la nation (la bourgeoisie) sur son ensemble en se faisant passer pour le médium de l'esprit patriotique de tous, le second cherche au contraire à rompre cette identification pour charger la conscience nationale de tout un ensemble de revendications populaires. [188] « Si au début du siècle la bourgeoisie basque se révélait être la seule classe capable de mener à bien les aspirations (nationale) du peuple basque, faisant en cela du mouvement nationaliste basque un mouvement bourgeois (...), à mesure que le capitalisme basque s'intègre dans le système capitaliste mondial (...), l'activité nationaliste perd son caractère politique et se transforme chaque fois plus en folklore (...). C'est pour cela que la bourgeoisie basque est incapable de

³⁹ « ETA o la resistencia del pueblo vasco », in *Zutik* n° 21, Juin 1964.

⁴⁰ Sarrailh de Ihartza, *Vasconia, op. cit.*, p. 224.

réaliser les aspirations du peuple basque. »⁴¹ Ses intérêts de classe l'éloignent chaque fois plus de la revendication nationaliste visant l'indépendance du Pays basque⁴² : « Seule une classe, le prolétariat basque, pourra mener à bien cette entreprise. »⁴³

Cette analyse est renforcée par l'inactivité du PNV qui ne tardera pas à être assimilé par ETA au nationalisme bourgeois⁴⁴. « Ce qui est réellement en train de se passer, c'est que certains aspects de notre idéal, de notre doctrine politique, font du tort, gênent et attaquent beaucoup d'intérêts économiques et matériels qui, bien protégés par une couche de « nationalisme » (basque) existent en Euskadi. Ce qui véritablement les ennuie, c'est que nous proposons une révolution sociale en même temps qu'une libération nationale. Ils savent déjà qu'en proposant seulement une libération nationale, nous arriverions aux mêmes résultats que le nationalisme classique et bourgeois a obtenus ces dernières années : rien. Ils savent bien que s'en tenir au nationalisme classique revient à protéger leurs abondantes ressources économiques. »⁴⁵ Sous couvert de son « nationalisme classique » et de son appui discret au PNV, la « bourgeoisie nationale » ne fait finalement, pour ETA, que prolonger un *statu quo* qui lui profite amplement. [189]

En définitive, c'est l'ensemble de la bourgeoisie basque qui est condamnée par le « nationalisme populaire » d'ETA. Bien qu'une distinction soit faite entre la haute bourgeoisie monopoliste (oligarchie) et la petite et moyenne bourgeoisie industrielle (la « bourgeoisie nationale »), les deux concourent conjointement pour lui à l'exploitation du peuple basque. Sur le plan national, la première (oligarchie) est clairement pro-franquiste, espagnoliste et anti-basque, et la seconde (« bourgeoisie nationale ») n'a plus aucun intérêt de classe à l'autodétermination d'Euskadi. Sur le plan social, les deux exploitent de la même manière le prolétariat basque.

⁴¹ « ETA o la resistencia... », *op. cit.*

⁴² L'argumentation d'ETA se fonde ici sur l'analyse du comportement de la bourgeoisie autonomiste durant le franquisme, rejoignant sur le fond les remarques, déjà citées de Landaburu : cette « bourgeoisie nationale », bien qu'indéniablement attachée à la culture basque et à l'idée d'autonomie, est en train de faire de bonnes affaires et n'a qu'un intérêt sentimental et non matériel à ce que les choses changent.

⁴³ « ETA o la resistencia... », *op. cit.*

⁴⁴ « Le Parti Nationaliste Basque est un parti bourgeois. » (« ETA o la resistencia... », *op. cit.*).

⁴⁵ « Definiciones », in *Zutik* n° 22, Juillet 1964.

C'est donc ce dernier, le prolétariat basque, et plus généralement « l'ensemble des couches populaires qui constituent la quasi-totalité du peuple basque »⁴⁶, qui a intérêt à promouvoir une lutte de libération nationale, celle-ci se chargeant du même coup des revendications sociales du peuple. « C'est précisément pour cette raison que la lutte du peuple basque pour son indépendance est objectivement une lutte révolutionnaire qui s'inscrit, en toute justice, dans le mouvement révolutionnaire mondial. »⁴⁷

L'ensemble de ces positions, qui représentent l'originalité d'ETA au sein du nationalisme basque et autour duquel gravite, en l'absence d'une stratégie globale clairement définie, toute son activité, est donc le produit d'une dialectique purement interne aux forces sociales en présence au Pays Basque. Tant l'adoption de la lutte armée que le rapprochement du mouvement ouvrier ou la condamnation de la bourgeoisie sont nés de la réaction volontaire et du désir d'action d'une nouvelle génération ayant grandi dans une situation définie par la conjonction d'une oppression omniprésente et de l'inactivité des forces nationalistes traditionnelles.

Cependant, c'est sur une stratégie purement externe au Pays Basque qu'ETA calquera la sienne. Une stratégie née de luttes se déroulant sous d'autres latitudes, à des milliers de kilomètres de là, mais vers lesquelles, en ce début des années 60, tous les regards sont tournés : les luttes de libération nationale des pays du tiers-monde. Cette stratégie a un nom qui résumera désormais toute l'histoire d'ETA : le nationalisme révolutionnaire. [190]

⁴⁶ Ensemble qu'ETA ne tardera pas à baptiser « Peuple Travailleur Basque » (PTV).

⁴⁷ « ETA o la resistencia », *op. cit.*

II- LE NATIONALISME REVOLUTIONNAIRE

« La lutte nationale est la forme suprême de la lutte de classe durant la période d'effondrement de l'impérialisme. »

Beltza⁴⁸

En nous habituant dès la fin de la seconde guerre mondiale à exagérément user de la conjonction de coordination pour les désigner (mouvement de libération nationale *et* de libération sociale), les mouvements de libération tiers-mondistes allaient parvenir à nous faire oublier la sourde opposition qui avait jusqu'alors présidé les rapports entre nation et lutte de classe.

À tel point que cette conjonction devint elle-même très vite superflue : il fut entendu que, face au déploiement international de l'impérialisme, les luttes de libération nationale renfermaient une charge intrinsèque de révolution sociale. Pendant un quart de siècle, libération nationale et libération sociale apparurent ainsi comme les deux faces d'une même monnaie, le nationalisme révolutionnaire.

Ce retournement complet du socialisme vis-à-vis de la question nationale ne se fit évidemment pas du jour au lendemain. Au moins trois grands moments théoriques, correspondant approximativement à trois grandes périodes historiques, peuvent être dégagés : celui d'un divorce complet entre nationalisme et socialisme, celui d'une alliance purement tactique et casuelle, et celui enfin d'une apparente fusion totale.

1- Un divorce complet

Prononcé par les premiers socialistes, ce divorce est à la fois contemporain de la consolidation du type de société industrielle, du renforcement des États-nations européens, et des grandes conquêtes coloniales. Pour les premiers théoriciens socialistes, les nations sont avant tout une création de la bourgeoisie répondant au désir

⁴⁸ Pseudonyme d'Emilio Lopez Adan, un des principaux idéologues d'ETA et défenseur de la thèse colonialiste, « Notas para una teoría del nacionalismo revolucionario », in *Nacionalismo revolucionario*, ouvrage collectif, Ciboure, 1968, Ed. Hordago, p. 53.

d'unifier et d'homogénéiser un marché à l'intérieur des frontières d'États qui apparaissent comme de purs instruments de domination de classe. [191]

Certes, aux yeux des premiers théoriciens socialistes, la nation fut « utile » dans la mesure où, liée au combat que livra la bourgeoisie au féodalisme, elle contribua à rompre les hiérarchies et dépendances traditionnelles pour laisser place à une collection d'individus que seule leur condition de classe pouvait désormais unir ou diviser. Mais elle se révèle tout à fait dangereuse une fois que la victoire de la bourgeoisie est assurée. En effet, celle-ci signifie la mise en place définitive d'un nouveau mode de production : le capitalisme. Quel que soit le pays où il s'implante, celui-ci secrète partout une même classe : le prolétariat. Les intérêts de ce dernier n'ont pas de frontières, ils sont partout les mêmes : « les prolétaires n'ont pas de patrie ». De l'union des différents prolétariats nationaux naîtra la force universelle capable d'abattre la bourgeoisie et d'ériger le socialisme : « l'Internationale sera le genre humain ».

Or, c'est précisément contre cet internationalisme prolétarien que semblent s'élever les nations. Celles-ci divisent là où il faut unir. En faisant vibrer « cette fausse conscience qu'est le patriotisme », la bourgeoisie se sert de la nation comme d'une arme pour combattre le socialisme, comme moyen d'aliéner les travailleurs, les entraînant dans une exaltation patriotique dangereuse et des guerres internationales afin de les dévier de la lutte révolutionnaire : les socialistes ne peuvent être qu'anti-nationalistes.

Quant à la conquête des colonies, elle ne peut qu'accélérer l'extension du mode de production capitaliste à toute la planète et donc précipiter la chute de la bourgeoisie. C'est en effet à travers le prisme de l'inéluctable succession des modes de production (devant irrémédiablement mener au socialisme) que Marx et Engels assistent au grand partage colonial de la seconde moitié du XIX^e siècle. Pour eux, « l'expansion coloniale est un mal nécessaire » (Marx) qui, en repoussant la barbarie, répand et établit partout la civilisation occidentale et l'exploitation capitaliste donc les germes de la révolution socialiste. Plus vite l'unicité capitaliste du monde sera atteinte et plus tôt éclatera la révolution socialiste mondiale. Face à la contradiction principale et déterminante de l'avenir de l'humanité (prolétariat/bourgeoisie), les revendications nationales sont perçues par les pères du socialisme comme de simples « sentimentalismes » et « faiblesses émotives » (Engels) habilement exploités par la bourgeoisie. [192]

2- Une alliance tactique

C'est ce dogme que Lénine et la Révolution soviétique feront vaciller au début du XX^e siècle. Situé, si l'on peut dire, de l'autre côté de la barrière (pays asiatique, éminemment rural), Lénine va développer une tout autre vision. Contemporain de l'expansion définitive des puissances occidentales (voir les chapitres IV, V et VI de *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*) et des premières luttes de libération nationale, il va se prononcer sans équivoque pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. « Historique » ou pas, un peuple, dès lors qu'il en décide ainsi, a le droit de former un État national indépendant.

Les forces qui poussent à l'indépendance nationale sont certes distinctes de celles que définissent le mode de production capitaliste et la dialectique des classes sociales qui en découle (sans quoi, il n'y aurait qu'une nation et les prolétaires n'auraient effectivement pas de patries...). Mais, contre Rosa Luxemburg, et indirectement contre Marx et Engels, Lénine pense que ce n'est absolument pas une raison pour lutter contre elles. En effet, cautionner, au nom d'un internationalisme mécanique, le maintien par la force d'un peuple au sein d'un État multinational est la meilleure erreur que le socialisme puisse commettre.

Car, explique Lénine, une véritable union du prolétariat au niveau mondial ne sera possible et efficace que si elle est volontaire, donc établie en toute liberté. Condition qui, dans le cas d'une nation opprimée, a toutes les chances de ne pas se réaliser : le prolétariat de la nation dominée ayant en effet bien plutôt tendance à considérer le prolétariat de la nation dominante comme son ennemi que comme son allié. En conséquence de quoi le socialisme doit se prononcer sans détour pour le libre choix des peuples à disposer d'eux-mêmes. Une véritable internationale prolétarienne ne pourra exister qu'entre prolétariats débarrassés des oppressions nationales qui ne font que les éloigner de la voie révolutionnaire.

Contre Marx et Engels, Lénine pense que les luttes d'indépendance nationale et de résistance face aux puissances occidentales, loin de freiner la marche de l'histoire (c'est-à-dire l'extension du mode de production capitaliste, prélude à la révolution socialiste), peuvent, au contraire, [193] contribuer à saper les bases de l'impérialisme. En contrariant ses desseins, ces luttes empêchent la dissimulation des contradictions capitalistes du centre par les remèdes de l'exportation des capitaux et de l'exploitation

internationale. Plus l'impérialisme sera dénoncé et harcelé par des luttes à l'échelle de la planète, et moins la bourgeoisie disposera de moyens pour enrayer l'inéluctable chute du système capitaliste.

Outre le fait que les mouvements nationaux soient reconnus, c'est donc une espèce de trait d'union qui est ainsi tracé entre socialisme et luttes de libération nationale. Mais ce trait d'union n'existe que dans l'exacte mesure où ces luttes se révèlent négatives pour l'ordre impérialiste : il n'est pas stratégique mais purement tactique.

3- Une fusion totale

C'est précisément ce trait d'union que les mouvements de libération tiers-mondiste vont bientôt changer en signe d'égalité. Partout où les luttes de libération nationale furent les plus acharnées, des États socialistes étaient implantés. Les mouvements d'indépendance ne se contentaient plus d'affaiblir l'impérialisme : ils instaurent le socialisme ! En liant de façon indissociable oppression nationale et impérialisme, le colonialisme avait inmanquablement sécrété un même mouvement de libération totale. Les libérations nationales étaient désormais présentées non seulement comme libérations historiques et politiques, mais aussi sociales.

La démonstration est la suivante : par le pillage et l'embrigadement économique dont ils sont victimes aux seules fins de servir l'oligarchie impérialiste du centre, ces pays sont convertis en « nations prolétaires », en « peuples classe ». Leur libération nationale se convertit donc *ipso facto* en lutte de classe au niveau mondial. Le tiers-monde devient alors « zone de tempêtes », et les pays où les luttes de libération nationale sont les plus intenses « maillons les plus faibles de la chaîne impérialiste ». Ce sont ces « peuples classe » qui portent désormais le flambeau de la révolution et du socialisme. Par un singulier renversement de perspective, ce sont eux qui, par leur lutte, devront embraser la vieille Europe et non plus, comme le pensaient les pères du socialisme, l'inverse. Convaincus, certains révolutionnaires des pays centraux n'hésitent du reste pas à partir pour la « zone des tempêtes »... [194]

Face à l'oppression de la culture coloniale, la culture populaire est exaltée comme synonyme de libération⁴⁹. Face à une administration corrompue à la botte des colons et au service des capitalistes de la métropole, un État pour le peuple et capable de diriger l'industrialisation du pays suivant des principes anticapitalistes sera instauré. La libération sera totale. De la lutte naîtra « l'homme nouveau »...

III- EUSKADI, COLONIE DE L'ESPAGNE. EUSKADI, CUBA DE L'EUROPE⁵⁰

1- Une identification stratégique

Chronologiquement, l'adoption par ETA d'une stratégie de libération nationale de type anti-colonialiste et tiers-mondiste n'est en rien le fruit d'un cheminement théorique, ni même celui d'une étude qui aurait conclu à la similitude de la situation socio-économique du Pays Basque avec celle des pays colonisés. Ceci ne viendra qu'après. Au départ, il s'agit plutôt d'une pure identification affective. Dans le désert de léthargie qu'est alors le mouvement national basque, la soif d'action des premiers *etarrak* va vite les conduire vers les oasis d'espérance et les réserves d'exemples que constituent, en ce début des années soixante, les luttes de libération tiers-mondistes. Quelques mois auparavant, les guérilleros de la Sierra Maestra venaient en effet de libérer Cuba, le FLN était en train d'arracher l'indépendance de l'Algérie à la France, le MPLA, d'offensives en offensives, rendait chaque jour plus problématique la présence des Portugais en Angola, etc. Il s'agissait dans chaque cas de mouvements de libération nés de la seule volonté d'une poignée de militants convaincus. « Comme nous », pensent les premiers *etarrak*... Chaque fois, la lutte de guérilla est employée pour combattre l'occupant et pour « conscientiser » la population. « Exactement ce que nous pressentions », opinent les *etarrak*... Il faut certes convenir que ces derniers n'avaient guère le choix sur le « marché intellectuel » mondial : les luttes nationales armées de type anticolonialiste et tiers-mondiste constituaient alors, en ce début des années soixante, [195] le seul modèle de nationalisme radical susceptible d'influencer la récente ETA. D'autre part, celle-ci naît au moment où ce modèle révolutionnaire, après

⁴⁹ Voir par exemple le chapitre IV (« Sur la culture nationale ») du livre de Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, qui sera une des bibles des militants d'ETA.

⁵⁰ Titre d'un texte écrit en 1969 à la suite d'une interview de leaders d'ETA par deux journalistes italiens.

les victoires du Viêt-minh, des guérilleros cubains et du FLN algérien, est à son apogée et suscite le plus d'enthousiasme.

Au fur et à mesure qu'ETA découvre les luttes anti-colonialistes, c'est une véritable jubilation qui traverse ses militants. La stratégie de libération nationale des pays du tiers-monde répond apparemment point par point aux questions auxquelles leur pratique ne cessait de les renvoyer. Elle structure enfin en une vision globale et cohérente tout un ensemble de décisions auxquelles l'organisation avait presque malgré elle abouti.

Encore tiraillée entre la dichotomie historique nationalisme/ socialisme et l'élan qui la lie chaque jour davantage au mouvement ouvrier, ETA va trouver dans le nationalisme révolutionnaire tiers-mondiste la réponse théorique et pratique à ses hésitations : comme dans le cas des pays colonisés, pense-t-elle, le peuple basque est nationalement et économiquement opprimé par l'impérialisme (ici espagnol). Peuple classe (l'oligarchie et la plus grande partie de la bourgeoisie s'en étant auto exclues), sa lutte de libération nationale renferme donc, comme dans les pays du tiers-monde, une charge intrinsèque de combat anticapitaliste.

Tant l'exemple de la Chine et du Vietnam que celui de Cuba et de l'Algérie vont confirmer ETA dans son choix de la lutte armée comme moyen clef pour renforcer la conscience nationale du peuple et pour obliger l'ennemi à capituler ou à pactiser.

Bien que venant de globalement condamner la bourgeoisie basque, ETA ne pouvait cependant pas s'empêcher de trouver des côtés sympathiques au parti censé en représenter le secteur nationaliste (le PNV). Ici aussi, le nationalisme révolutionnaire tiers-mondiste, par la tactique de Front National qu'il expérimente, fournira à l'organisation une solution globale.

Cette immédiate identification stratégique (qui fera alors dire aux militants d'ETA que « si les pays du Tiers-monde n'avaient pas inventé le nationalisme révolutionnaire, ETA l'aurait certainement fait ») va concrètement se traduire par une application tout à fait mécanique des méthodes de lutte employée par ces mouvements. Ainsi : « Le cas d'Euskadi est similaire à celui de l'Algérie ou de l'Angola. Dominés par l'Espagne, nous ne pouvons espérer que ni Franco, [196] ni la monarchie ni la république espagnole nous octroient l'indépendance que nous exigeons. L'Espagne a trop d'avantages économiques pour qu'elle se résigne à perdre sa colonie. À moins que

nous l'y contraignons par la force. Partant de cette prémisse, il est évident que le chemin que nous devons suivre est identique à celui des Algériens ou des Angolais. Nous devons nous organiser pour pouvoir lutter 2, 3, 5, le nombre d'années qui sera nécessaire. Nous devons arriver à rendre Euskadi, colonie espagnole depuis 1839, ingouvernable par les Espagnols. »⁵¹

Abandonnant la notion de résistance qui désignait jusqu'alors ses actions, ETA les intègre désormais dans un vaste plan de libération nationale⁵², plagiat des guerres révolutionnaires du tiers-monde. Trois étapes stratégiques sont alors distinguées par ETA. Une première étape de « défense stratégique » : « A ce niveau, les forces de guérilla préparent l'appui populaire. La propagande de toute sorte, l'information et l'agitation forment la première infrastructure clandestine. C'est l'étape de préparation et de « chauffage » de l'ambiance au sein du peuple. » Une seconde étape « d'équilibre » : « Nos forces installent un réseau de petites bases secrètes, étendant ses mailles dans les moindres recoins du pays. Les commandos se multiplient. La guérilla (urbaine et rurale) s'intensifie. Une partie du territoire commence, *de facto*, à être contrôlé par la guérilla et l'opresseur se replie déjà dans les villes et les points forts. » Enfin, une troisième étape « d'offensive stratégique » : « Notre action psychologique redouble d'intensité. Des unités entières de combat opèrent déjà en plein jour. De grandes zones du territoire peut être la majeure partie sont déjà libérées et sous notre contrôle. L'opresseur encaserné, le moral défait, complètement sur la défensive, est sur le point de capituler. Le moment propice arrive, le coup de grâce est porté et notre guerre de libération s'achève. »⁵³

Des pans entiers de tactique des guerres révolutionnaires du tiers-monde sont plaqués sur Euskadi sans autre forme de procès. Ainsi : « Nous créerons dans chaque village d'Euskadi une mairie clandestine, avec ses maires et conseillers. Nous renforcerons nos finances avec des employés clandestins. [197] Nous aurons notre propre service d'information, notre police, nos hôpitaux de sang et d'urgence où nos militants blessés ou malades pourront être soignés, nos tribunaux clandestins, etc., la

⁵¹ « Guernika y el futuro », in *Zutik* s/n, avril 1962.

⁵² Ce changement de vocabulaire marque l'abandon définitif de toute référence au nationalisme d'après-guerre : la notion de résistance en était directement issue.

⁵³ *La insurreccion en Euskadi, op. cit.*, p. 34.

liste serait interminable. »⁵⁴ Ou, encore plus évident : « La marche vers notre objectif commence au crépuscule. On l'atteint par petits groupes et par des chemins différents. La meilleure heure d'attaque est en général vers minuit, quand l'ennemi dort. L'obscurité est notre meilleure amie. Après l'attaque, nous disposons de toute la nuit pour nous éloigner rapidement de la zone dans laquelle l'action a eu lieu. Quelquefois, une attaque d'un poste secondaire est simulée. Celui-ci demande alors de l'aide à un poste principal. Quand celui-ci dépêche de l'aide, soit on attaque le poste principal sans défense, soit une embuscade est tendue au renfort (...). Attaquer, ramasser le butin de guerre, se disperser et disparaître pour se réunir à un point de rendez-vous préalablement établi. On doit marcher silencieusement, sans parler ni fumer, et sans lumière. »⁵⁵

Ce n'est qu'après cette identification stratégique, et certainement à cause d'elle, qu'ETA en viendra à confondre la situation d'oppression culturelle, politique et économique dont pâtit Euskadi avec celle qui caractérise les pays colonisés.

2- Une situation coloniale

Pour ETA, la situation du Pays Basque est celle d'un pays colonisé. Il souffre :

a) D'une occupation militaire et d'une oppression policière quotidienne.

b) D'une négation culturelle : la situation dans laquelle se trouve la culture basque sous le franquisme correspond exactement à celle dont est victime, selon l'un des principaux théoriciens de la lutte anti-coloniale, Frantz Fanon, la culture d'un pays colonisé : « La culture nationale est, sous domination coloniale, une culture contestée dont la destruction est poursuivie [198] de façon systématique. C'est très rapidement une culture condamnée à la clandestinité »⁵⁶.

c) D'une dépendance politique, institutionnelle et administrative. Le Pays Basque ne dispose évidemment d'aucune latitude pour s'autogouverner, d'aucun droit, d'aucun moyen pour choisir la nature de ses institutions. Tout est au contraire entrepris pour gommer son existence politique. Par exemple, son territoire est fractionné en secteurs dont les habitants sont rattachés à ceux d'autres provinces de l'État au sein de

⁵⁴ *La insurreccion en Euskadi, op. cit.*, p. 32 (plagiat du Viêt-minh).

⁵⁵ *La insurreccion en Euskadi, op. cit.*, p. 44 (plagiat de la tactique de guérilla cubaine).

« districts » (unités territoriales de base des différents ministères). Aucun de ces districts ne correspond à l'unité géographique du Pays Basque⁵⁷. Quant à l'administration, sa direction est directement nommée par le régime franquiste et le pourcentage de Basques dans son personnel de base est très faible⁵⁸. Ce qui permet à ETA d'assimiler celle-ci à une administration de type colonial.

d) D'une exploitation des richesses économiques en faveur de la « métropole ». Reprenant les arguments d'ETA, Jean-Paul Sartre les synthétise ainsi : « Les données officielles nous apprennent que l'Espagne se livre à un véritable pillage fiscal du Pays Basque. La fiscalité écrase les travailleurs. Elle est, en Guipúzcoa, la plus élevée de toute la péninsule (...). Les deux provinces industrialisées du Pays Basque paient au gouvernement étranger qui les exploite 4 milliards 338 millions 400 000 pesetas. L'État espagnol, par contre, dépense en Euskadi 774 millions de pesetas. Il vole donc 3 milliards 500 000 pesetas environ pour entretenir le désert castillan. Encore faut-il ajouter que la majeure partie des 734 millions « rendus » vont aux organes d'oppression (administration espagnole ou espagnolisée, armée d'occupation, police, tribunaux, etc.) [199] ou de débasquisation (l'université où l'on n'enseigne que la langue et la culture espagnoles). (...) Il faut remarquer par ailleurs que le taux d'augmentation des salaires a été, de 1955 à 1967 de 6,3 % par an pour l'Espagne, et seulement de 4,15 % pour Euskadi. Ainsi, en dépit de la sur industrialisation du pays nous retrouvons deux composantes essentielles de la colonisation classique : le pillage (fiscal ou autre) du pays colonisé et la surexploitation des travailleurs. »⁵⁹

⁵⁶ *Les damnés de la terre*, Paris, 1961, Ed. Maspero, p. 167.

⁵⁷ Dans le domaine judiciaire, la Biscaye et l'Alava dépendent de Burgos ; au niveau universitaire, le Guipúzcoa et l'Alava dépendent de Valladolid et la Navarre de Saragosse ; au niveau religieux, l'Alava et la Biscaye dépendent de Burgos ; au niveau du commerce et de l'industrie, le Guipúzcoa et la Navarre sont séparés des deux autres provinces et rattachés à celle de Logroño ; etc.

⁵⁸ Il faut certainement chercher l'origine de cette attitude dans l'impopularité qui a accompagné la mise en place de cette administration à la fin des Guerres carlistes. En Pays Basque, elle eut toujours un arrière-goût d'imposition.

⁵⁹ Dans sa préface au livre de Gisèle Halini, *Le procès de Burgos*, Paris, 1971, Ed. Gallimard. Sartre se contente de reprendre ici les données les plus marquantes fournies par Krutwig huit ans auparavant dans le chapitre « Explotacion colonialista de Vasconia a manos de sus ocupantes » de *Vasconia, op. cit.*, pp. 177-185.

En conséquence de quoi, concluent les militants d'ETA, « la situation concrète du peuple basque est celle d'un peuple soumis au colonialisme »⁶⁰.

Si la III^e Assemblée d'ETA (printemps 1964) avait été celle de l'adoption spontanée et aveugle de la stratégie tiers-mondiste (voir *La insurreccion en Euskadi*), la IV^e (printemps 1965) sera celle de l'identification hâtive de la situation du Pays Basque à celle d'un pays colonisé au regard de l'apparente similitude des relations Pays Basque-Espagne avec celles qui lient les pays colonisés à leur métropole. Quant à la V^e Assemblée (fin 66—début 67), elle sera celle de la confection d'un singulier cocktail Sino-vietnamien qui servira de *doping* à ETA au moment où celle-ci entreprendra l'effort de vouloir adapter de façon pragmatique sa stratégie de « libération totale » (née des étapes antérieures) à la réalité concrète d'Euskadi.

3- Un effort d'adaptation

Le nom de ce cocktail pourrait être celui de « politique frontiste ». À Mao Tse Toung est emprunté son « moment stratégique » de front national unissant le prolétariat, la paysannerie et la bourgeoisie nationale face à l'occupant impérialiste, et à Truong Chinh son articulation de la lutte de libération en quatre fronts : militaire, culturel, politique et économique.

Trente ans auparavant, Mao Tse Toung avait en effet expérimenté avec un succès total ce qui deviendra par la suite le modèle révolutionnaire des mouvements de libération tiers-mondiste : la stratégie dite « à deux temps ». En un premier temps, le prolétariat (la paysannerie) s'allie avec la bourgeoisie pour se libérer du joug de l'occupant. Dans cette lutte de caractère national, [200] les classes populaires, largement majoritaires, s'organisent, s'unifient, s'instruisent et tentent de gagner à leur position de classe une partie de la bourgeoisie. La fraternité dans un même combat est pour Mao Tse Toung un excellent moyen d'y parvenir. En un second temps, la victoire sur l'occupant acquise, les classes populaires se dressent contre la bourgeoisie, incapable de résister à l'armée populaire que la lutte contre l'occupant a permis de former. C'est en ne perdant pas de vue cette articulation fondamentale que Mao Tse Toung écrit : « Dans une lutte à caractère national, la lutte de classe prend la forme d'une lutte nationale, ce

⁶⁰ *Nacionalismo revolucionario, op. cit.*, p. 26.

qui explique l'identité de ces deux luttes (...). Est ainsi établie l'identité entre l'unité et l'indépendance au sein du front unique, et l'identité entre la lutte nationale et la lutte de classe. »⁶¹ Si l'on ajoute enfin que l'ennemi national est une puissance impérialiste, il ne fait plus de doute que « la lutte nationale est éminemment révolutionnaire »⁶².

Forte de cet exemple et convaincue que la situation coloniale du Pays Basque face à l'impérialisme espagnol est la même que celle de la Chine face au Japon, ETA, sitôt sa V^e Assemblée terminée, « lance un appel angoissé à tous les Basques sincères de quelque secteur politique qu'ils soient (...) pour l'union dans la lutte »⁶³ et se jette à corps perdu dans la campagne *BAI*⁶⁴ destinée à créer un FNV (Front National Basque). « *Batasuna*, unité de tous les patriotes pour obtenir l'objectif de tous les nationalistes : la liberté d'Euskadi. *Askatasuna*, liberté de tous les groupes et organisations patriotiques pour développer leur travail en commun, sans pour cela abandonner leurs propres programmes et théories sur le futur de notre peuple. *Indarra*, force immense que notre peuple opposera, par son front unique, à celle d'oppression et d'occupation. »⁶⁵ [201]

Pour ETA, il est clair que plus ce front sera vaste et fort, et plus la lutte contre l'impérialisme sera acharnée, plus les classes populaires⁶⁶ prendront conscience de leur force et du caractère intrinsèquement révolutionnaire de leur lutte. La chute du secteur de la bourgeoisie qui n'aura pas rejoint les positions révolutionnaires du peuple durant la lutte de libération nationale sera, l'indépendance acquise, rendue facile. En somme : une fidèle application de la politique frontiste des révolutionnaires du tiers-monde.

Mais le principal destinataire de cet appel, le PNV, n'y répond même pas... Bien qu'encore défendue pendant quelque temps (printemps 1968), la campagne BAI est peu à peu abandonnée par ETA, pointant ainsi l'échec cuisant de sa première tentative sérieuse d'adopter de façon pragmatique la stratégie tiers-mondiste de libération à la réalité du Pays Basque.

⁶¹ Mao Tse Toung, « El problema de la independencia y autodecision dentro del frente unico », in *Obras escogidas*, Pekin, 1976, Ed. en lenguas extranjeras, tome II, p. 221.

⁶² *Ibidem*.

⁶³ *Batasuna* (publication d'ETA), 1967.

⁶⁴ Bai, qui signifie oui en langue basque, est ici l'abréviation de Batasuna (unité), Askatasuna (liberté) et Indarra (force).

⁶⁵ *Zutik* n° 47, octobre 1967.

La seconde tentative, celle de structurer l'organisation suivant les quatre fronts de Truong Chinh⁶⁷ va connaître le même sort. Mais cette fois, les conséquences seront beaucoup plus graves pour ETA. En calquant son organigramme sur celui du Viêt-minh, celle-ci va littéralement éclater lorsque ses fronts seront confrontés à la pression des réalités socio-économiques du Pays Basque des années 60, si différentes de celles du Vietnam des années 50. Cet échec sera celui des thèses colonialistes et tiers-mondistes qui avaient permis à ETA, durant près de sept ans, de vivre le mirage d'être l'embryon d'une armée populaire de libération nationale de type tiers-mondiste et l'illusion de posséder une stratégie répondant aux deux tensions traversant la société basque (question nationale et lutte de classes) en les fondant théoriquement en un même mouvement de libération totale.

Pour Truong Chinh, l'existence du Front économique était directement liée à celle d'une armée populaire et à la nécessité de gérer de vastes zones territoriales déjà soustraites à l'occupant. Le Front économique était en quelque sorte le « ministère de l'Économie » de la résistance. Tel n'est évidemment pas le cas en Pays Basque. L'inexistence de zones libérées et le fait que ce soit le Front Militaire qui se charge de pourvoir aux nécessités financières de l'organisation (hold-up) met [202] directement en question l'utilité de ce front en Pays Basque. L'originalité d'ETA sera de le transformer alors en un Front Ouvrier destiné à attirer le prolétariat basque dans le Front National.

Si au départ les militants du Front Ouvrier, comme tous les *etarrak*, sont théoriquement convaincus que la lutte nationale basque est intrinsèquement révolutionnaire, que le renforcement du Front National conduira irrémédiablement le pays au socialisme et que « le nationalisme révolutionnaire basque porte chimiquement unis les composants révolutionnaires progressistes et les qualités nationales »⁶⁸, leur pratique va les amener à vivre de plus en plus difficilement le hiatus grandissant entre cette vision globale et stratégique d'ETA et la réalité dans laquelle ils sont insérés.

Au fur et à mesure que le Front Ouvrier prend de l'importance, s'implante et recrute au sein de la classe ouvrière, s'engage et participe aux mobilisations et luttes du

⁶⁶ Désormais globalement désigné comme Peuple Travailleur Basque.

⁶⁷ *El marxismo vietnamita*, México, 1972, Ed. Grijalbo.

⁶⁸ *Nacionalismo Revolucionario*, *op. cit.*, p. 29.

prolétariat⁶⁹, ses militants voient de moins en moins en quoi, concrètement, une alliance avec la petite bourgeoisie nationaliste ou la bourgeoisie non monopoliste est en soi révolutionnaire. Au contraire, une position de classe les conduit à souvent s'y affronter.

Cela ne veut pas dire qu'à l'instar du secteur « ouvrieriste » qui provoqua la scission de 1966⁷⁰, les militants du Front Ouvrier renoncent en quoi que ce soit à leur nationalisme. Ils continuent au contraire à penser qu'une attitude patriotique conséquente, visant l'indépendance du Pays Basque, conduit nécessairement à une alliance de classes au sein d'un Front National. Ce dont ils doutent, c'est que ce Front National soit intrinsèquement révolutionnaire et qu'il conduise *ipso facto* au socialisme. D'où leur proposition de convertir ETA en Parti des Travailleurs Basques destiné à peser de tout son poids pour défendre les intérêts du prolétariat industriel au sein du Front national et tenter d'en devenir l'avant-garde⁷¹. Face à cela, [203] un autre secteur de l'organisation pense qu'au contraire ETA doit continuer à être une alliance de classes populaires et l'embryon du Front National⁷².

Mais le fait que ce même secteur se pose la question de savoir : « Qu'est-ce qu'ETA ? Une organisation qui regroupe et représente les classes populaires basques contre les oligarchies espagnoles françaises et leurs agents ? Ou bien le parti du prolétariat basque pour faire la révolution socialiste en Euskadi ? » et soit convaincu que « ces deux rôles sont incompatibles pour une même organisation »⁷³ révèle, qu'au-delà des divergences, une même désillusion traverse l'ensemble de l'organisation : la nation basque, même si on en exclut l'oligarchie et la bourgeoisie anti-nationaliste, est loin d'être un peuple-classe.

C'est au contraire un ensemble de classes dont les intérêts divergent. ETA elle-même, sensée être l'avant-garde du peuple, n'apparaît plus que comme un « front de

⁶⁹ Par exemple celles de janvier et février 1969 pour lesquelles le Front Ouvrier engagera toute l'infrastructure d'ETA.

⁷⁰ Il s'agit de la première scission d'ETA. Ce secteur, très minoritaire, préconisait un front de classe au niveau de l'Etat espagnol. Il fut taxé « d'espagnoliste » par la majorité et expulsé d'ETA au cours de la première partie de sa V^e Assemblée. Deux ans plus tard, ses militants fonderont le Mouvement Communiste d'Espagne. Pour une étude détaillée de cette scission, nous renvoyons à Gurutz Jauregui Bereciartu, *Ideologia y estrategia politica de ETA*, Madrid, 1981, Ed. Siglo XXI.

⁷¹ Proposition synthétisée dans le rapport *Nolaz ibili* (pour la V^e Assemblée d'ETA).

⁷² Proposition synthétisée dans le rapport *Paten Kutzat* (pour la V^e Assemblée d'ETA).

⁷³ *Ibidem*.

classes nationalistes dans lequel marchent non seulement des individus mais des groupes sociaux qui n'ont aucun intérêt direct dans le socialisme »⁷⁴. Il n'y a donc plus désormais aucune raison de penser que le combat national basque soit l'ombre d'une révolution socialiste.

Derrière ces interrogations et les nombreux déchirements qu'elles provoquent, c'est finalement toute la dualité des luttes nationale et sociale qui réapparaît... En voulant adapter au plus près de la réalité sa stratégie tiers-mondiste, ETA subira un effet boomerang inattendu : cette réalité va la sommer de se rendre à l'évidence. Le Pays Basque n'est pas plus un pays du tiers-monde qu'un peuple-classe affronté à l'impérialisme qui désignerait sa lutte nationale comme intrinsèquement révolutionnaire. En conséquence de quoi... c'est toute la stratégie adoptée par ETA qui se trouve remise en question. [204]

IV- EUSKADI, LATITUDE 43° NORD ET LONGITUDE 2° OUEST , OU LA FIN DE L'ILLUSION TIERS-MONDISTE

III^e, IV^e et V^e Assemblée : les trois coups marquant les trois actes d'une pièce qu'ETA tenta de jouer dans un décor qui n'était finalement pas fait pour. Ici réside, en quelque sorte, tout son « drame ». S'étant trouvé sur une scène encore plongée dans l'obscurité de la *noche negra* de l'après-guerre, ETA n'a pu distinguer que de façon très approximative les contours du décor. En l'absence d'autres éléments de comparaison, ce qu'elle crut en discerner lui rappela immédiatement celui d'une pièce connaissant alors un fort succès, « Révolution du tiers-monde », qu'elle entreprit de jouer sans plus attendre. Ce n'est que lorsque les feux des mouvements sociaux éclairèrent de nouveau suffisamment que l'équivoque apparut. Force fut alors faite aux acteurs de reconnaître leur méprise. Le Pays Basque n'était ni un pays d'Asie, ni un pays d'Afrique soumis à l'impérialisme colonial. C'était un pays européen, du centre.

Si la synthèse socialisme-nationalisme avait été si facilement expérimentée dans les pays du tiers-monde, c'est que leur situation socio-historique était exceptionnelle. Il

⁷⁴ *Ibidem.*

s'agissait la plupart du temps de pays en plein changement sociétal à la fois provoqué et perverti par les puissances coloniales qui les opprimaient culturellement et politiquement⁷⁵.

Face à cette situation, un même mouvement pouvait donc fort bien et vouloir libérer le pays et vouloir en diriger le changement, et donc être à la fois (et ce sans l'ombre d'une contradiction) nationaliste et socialiste. Nationaliste car luttant contre l'occupant pour retrouver une identité culturelle et établir la souveraineté nationale du pays, et socialiste car se prononçant sans équivoque pour son développement suivant [205] des principes anticapitalistes. La principale dimension sociétale (développement perverti) et la principale dimension historique (dépendance nationale) de ces pays provoquaient le plus souvent une force résultante opposée : une lutte nationale dont le but était l'obtention d'un État à travers lequel « le peuple » pourrait à la fois « jouir de sa souveraineté et diriger le développement du pays suivant ses intérêts »⁷⁶.

La situation du Pays Basque était bien différente. Pays hautement industrialisé⁷⁷, sa principale dimension sociétale n'est pas, comme dans le cas des pays du tiers-monde, le *changement*, le passage d'un type de société à un autre, « marchant » à la mobilisation nationale autour d'un projet développementiste, mais le *fonctionnement* d'un type de société appelant des conflits de classe pour déterminer qui le dirigera et comment. Contrairement aux bourgeoisies *compradores* corrompues des pays colonisés, la bourgeoisie basque n'est pas un appendice servile de la métropole, mais partie intégrante et dynamique de la société basque et même espagnole. La bien facile focalisation faite par ETA sur la fausse équation oligarchie basque = bourgeoisie

⁷⁵ Perverti car ce changement n'était effectué que dans l'exacte mesure des intérêts de la métropole. Il n'était pas dirigé en vue d'un développement le plus harmonieux possible du pays, mais à seule fin de répondre aux exigences du pays colonial (extraction de matières premières, monoculture, etc.). Ce qui la plupart du temps revenait à déstructurer un type de société (traditionnelle) sans réellement offrir à la population ainsi délogée la possibilité de s'intégrer dans un nouveau système social équilibré.

⁷⁶ Le fait que, dans la majorité des cas, ces pays se transforment, l'indépendance obtenue, en dictatures n'est pas « un autre problème », mais découle au contraire directement des concepts de « peuple-classe » et de « peuple-Sujet » exaltés tout au long de la lutte de libération nationale. En confondant l'unité nationale (historique) du peuple et son unité sociale et politique, en le mobilisant de façon unitaire autour d'un même projet, en se proclamant être à la fois son guide et son médium, le nouvel État interdit toute autonomie à la société civile. « Qui peut (alors) protester contre qui, puisque c'est le peuple qui est au pouvoir ? Le peuple ne peut s'opposer à lui-même puisqu'il est au pouvoir. » (Interview télévisée du Colonel Kadhafi 30 juillet 1980).

⁷⁷ En 1970, 83,5 % de la population active basque était salariée, 11,5 % autonome et 5 % patron tandis que 51 % était employée dans le secondaire.

compradore ne doit pas conduire à laisser dans l'ombre l'autre partie de la bourgeoisie basque, la plus nombreuse, celle qui détient et dirige tout un réseau de petites et moyennes entreprises industrielles et de services, souvent les plus prospères, [206] et dans lesquelles plus de 70 % de la population salariée est employée⁷⁸.

Trompée par l'inactivité politique de cette bourgeoisie⁷⁹ et abusée par sa propre thèse colonialiste, ETA a totalement sous-estimé les poids et rôle sociologiques de cette classe sociale. Or, contrairement à ceux qui correspondent aux bourgeoisies des pays du tiers-monde, ceux-ci sont très importants. Cette bourgeoisie représente en effet une bonne partie de la classe dirigeante du système social industriel qui définit centralement (sociologiquement parlant) la collectivité basque. Si (historiquement parlant) cette classe n'est pas politiquement dominante, ce n'en est pas moins elle qui, dans la plupart des cas, dirige et décide de l'organisation, de la hiérarchie et des dimensions du travail.

C'est la position centrale et le poids de cette bourgeoisie que les militants du Front Ouvrier découvrent au fur et à mesure de leur participation aux luttes ouvrières : il n'est plus possible de confondre les situations sociologique et historique du Pays Basque. [207]

Sociologiquement, les Basques ne sont pas un « peuple-classe ». C'est au contraire une collectivité dont la structuration majoritaire autour du type de société industrielle appelle non pas l'union mais la division autour d'un enjeu commun qui est celui du contrôle des orientations de ce type de société. Bien que l'expression du conflit central (qui résulte de l'opposition dialectique de forces sociales autour de cet enjeu)

⁷⁸ Iberplan, *Situacion y perspectivas del Pais Vasco-navarro y Rioja*, op. cit., p. 4728. En 1971, la distribution des entreprises industrielles, selon le nombre de personnes employées et par province, était la suivante :

	50 à 100		101 à 250		251 à 500		501 à 1 000		> 1 000	
	nb	pers.	nb	pers.	nb	pers.	nb	pers.	nb	pers.
Biscaye	274	26 110	190	29 436	68	24 117	22	14 359	13	44 706
Guipuzcoa	258	18 109	151	23 698	60	19 425	14	9 370	12	24 732
Alava	97	6 864	45	6 573	14	4 322	5	3 830	5	10 119
Navarre	118	8 341	72	10 837	27	9 822	9	6 056	4	5 567
total	747	59 424	458	70 544	169	57 686	50	33 615	34	85 124
% pop.active industrielle	10,78		14,46		11,83		6,89		17,45	

61,15 % de ces entreprises appartenait au secteur sidéro-métallurgique, 10,98 % à la chimie, 10,81 % à la construction, 6,22 % à l'alimentation, et 5,82 % au papier (Source : Chambres de commerce et d'industrie de Biscaye, Guipúzcoa, Alava et Navarre).

⁷⁹ Qui demeure opposée au régime franquiste sans toutefois avoir la moindre latitude (et parfois réelle motivation...) pour l'exprimer ouvertement.

soit empêchée ou faussée par la situation historique que traverse alors le Pays basque (absence de démocratie), c'est bien de son existence incontournable que font l'expérience les militants du Front Ouvrier.

Historiquement, la situation du Pays Basque tend à unir et à diviser ses habitants en groupes totalement hétérogènes aux classes sociales. D'une part parce que l'absence de démocratie unit majoritairement les Basques autour de la revendication d'ouverture du système politique. D'autre part parce que l'existence d'une question nationale les partage entre partisans de l'indépendance, de l'autonomie et de l'union⁸⁰.

Autrement dit, la situation, tant sociologique qu'historique, du Pays Basque tend à rappeler à ETA la dualité fondamentale entre question nationale et mouvements sociaux, et à la réveiller du long rêve d'une simple fusion des deux. Tous les travailleurs, intéressés par le socialisme, ne sont pas nationalistes, loin s'en faut... Et toute la bourgeoisie, intéressée par le maintien de sa direction des orientations de la société industrielle, n'est pas anti-nationaliste et pro-espagnole, loin s'en faut aussi...

[209]

V- LA SCISSION DE 1970 : ETA V ET ETA VI

Une fois éloignée l'illusion du peuple-classe, ETA se retrouve dans une situation délicate. Aspirant à être à la fois socialiste et nationaliste, elle ne peut réellement s'aligner sur un pôle sans s'aliéner une partie de l'autre. C'est donc au problème des priorités et des alliances (et non plus fusion) qu'elle se trouve désormais confrontée. Confrontation à laquelle l'unité de l'organisation ne résistera pas. Déjà lézardée par l'abandon implicite des thèses coloniales, elle éclate, courant 1970, en deux grands blocs.

Le premier, regroupant l'immense majorité des militants, décide de poursuivre l'approfondissement de ses relations avec le socialisme, et plus précisément avec la gauche marxiste. Ses dirigeants convoquent la VI^e Assemblée générale de

⁸⁰ La situation décrite ici est celle qui prévaut jusqu'à la fin des années 60. On va voir dans le chapitre suivant comment les frontières départageant les Basques selon leur sensibilité nationale vont très rapidement changer durant les années 70, le nouveau nationalisme basque devenant dès la fin des années 60 (procès de Burgos) le principal mode d'expression du mouvement d'opposition démocratique en Pays Basque, le nationalisme se muant alors en symbole d'union et non plus de division.

l'organisation pour le mois d'août 1970, afin d'y préciser la nouvelle orientation politique d'ETA, nettement plus marxiste qu'avant. L'ensemble de ceux qui assisteront à cette assemblée, c'est-à-dire la quasi-totalité des militants, prendra le nom d'ETA VI.

Le second, alors tout à fait minoritaire, rassemble ceux qui n'acceptent pas cette évolution et qui ne se résignent pas à inféoder la lutte nationale à la lutte de classe. Il s'agit des plus militaires et de ceux qui n'ont pas encore renoncé aux thèses colonialistes. Dans un « Manifeste national », leurs leaders récusent la VI^e Assemblée (qualifiée « d'Assemblée de la fraction marxiste-léniniste espagnole d'ETA »), soulignent que « le seul chemin est la lutte active et organisée pour l'obtention de l'indépendance d'Euskadi », et rappellent de façon péremptoire « qu'il n'y a pas de nuances à apporter : celui qui n'est pas pour le Peuple Basque et sa Résistance est contre eux. Il s'agit de choisir entre Euskadi ou la France ou l'Espagne : pour ou contre ». En attendant de convoquer leur propre assemblée, ils décident de rester fidèles aux directives prises au cours de la V^e Assemblée (d'où leur nom d'ETA V).

1- La dérive d'ETA VI et son éclatement

Pendant plus de deux ans, l'histoire d'ETA VI, extrêmement confuse, est celle de sa progressive désagrégation en plusieurs petits groupes d'extrême gauche. Ceux-ci vont se consacrer, chacun de leur côté, à la défense intransigeante de leur [209] nouvelle idéologie : léninisme, trotskisme, maoïsme, dont l'adoption s'accompagne toujours d'une distanciation ou d'un rejet du nationalisme basque, d'un rapprochement ou d'une fusion avec les organisations espagnoles de même idéologie, et d'un abandon de la lutte armée. Des centaines de militants se muent, en l'espace de quelques mois, en trotskistes convaincus, en marxistes-léninistes de choc, en adeptes enthousiastes du Petit Livre Rouge.

Deux facteurs au moins peuvent rétrospectivement expliquer cette brusque apparition du gauchisme en Pays Basque. D'une part, l'urgence faite aux militants d'ETA VI de combler le vide laissé par le nationalisme et l'activisme armé. Une nouvelle communauté, la classe, est alors érigée en totalité à la place de la nation, tandis que des batailles dialectiques remplacent la guérilla nationale. D'autre part, la très grande influence qu'ont sur ce mouvement les réflexions des militants d'ETA réfugiés à l'étranger. Ceux-ci, tout en continuant de maintenir d'étroites relations avec

« l'intérieur » sous forme de lettres, de rapports et de réunions en Pays Basque français, profiteront en effet de leur exil pour « se former théoriquement ». Or, l'ambiance dans laquelle ils se trouvent plongés, essentiellement à Paris et à Bruxelles, est bien différente de celle que les premiers réfugiés d'ETA ont connue au début des années 60. C'est moins le vieil élan de solidarité anticolonialiste qui les porte que la vague d'expansion du gauchisme des années 70. Ainsi, pourquoi le trotskisme dominera-t-il à ETA VI ? Parce que la majorité des réfugiés qui maintenaient alors les contacts les plus étroits avec l'intérieur auront été séduits et convaincus, à Paris, par la Ligue.

A peine un an après la scission, ETA VI annonce sa rupture définitive avec le nationalisme basque : « Une coupure, une rupture vient de se produire à ETA : la coupure avec l'idéologie nationaliste et avec les manifestations de cette idéologie dans la pratique politique (...) et nous n'employons pas le mot « coupure » par hasard. Une critique de notre pratique antérieure à partir des positions actuelles est qualitativement différente [210] de celle que nous pouvions faire, par exemple en 1967, de la politique menée durant les quatre ou cinq années précédentes. Il s'agissait dans ce cas de nous autocritiquer pour certaines erreurs concrètes, pour des fautes plus ou moins conjoncturelles, pour ne pas avoir appliqué les principes sur lesquels nous nous appuyions. Aujourd'hui, il est impossible de critiquer de telles erreurs sans rejeter l'ensemble de ces principes, sans procéder à une réfutation globale. En un mot : sans réfuter la doctrine traditionnelle d'ETA et sa pratique politique concrète. C'est pour cela que nous disons qu'il ne s'agit pas d'un simple pas de plus dans une évolution ininterrompue, mais bien littéralement d'une coupure : la rupture d'ETA avec le nationalisme. »⁸¹

Cette coupure sera aussi celle d'avec la lutte armée : à la fin de l'été 1971, l'abandon est définitif. Jusqu'à cette date, la décroissance des actions armées d'ETA VI avait été parallèle à celle de son sentiment national. L'accent est par contre mis sur la solidarité de classe, sur l'internationalisme, sur la Révolution socialiste, et sur la nécessité de créer une « véritable avant-garde prolétarienne ». Commence alors la recherche d'une théorie capable de montrer le chemin, et c'est ici qu'intervient le plus fortement l'influence des réfugiés.

⁸¹ In *Zutik* (d'ETA VI) n° 53, septembre 1971, pp. 2-3.

L'éclatement d'ETA VI aura lieu au cours de l'été 1972 à l'occasion de la célébration de la seconde partie de sa VI^e Assemblée. La grande majorité des militants (paradoxalement appelés « minoritaires » en raison de leur faible représentation à l'Assemblée) optent pour le trotskisme. Le rapprochement avec la Ligue Communiste Révolutionnaire espagnole est dès lors constant et aboutira à la fusion des deux organisations en novembre 1973⁸². Le reste des militants (les « majoritaires ») sont incapables de se regrouper autour d'une idéologie commune et se dispersent, en octobre 1972, pour rejoindre d'autres organisations (l'Organisation Révolutionnaire des Travailleurs, le Parti Communiste Marxiste Léniniste, le Mouvement Communiste Espagnol et le Parti Communiste). [211]

2- ETA V, ou le trait d'union entre l'ancienne et la nouvelle ETA

En optant pour la solidarité de classe contre la solidarité nationale, ETA VI s'était coupée de sa base sociale. À l'origine de cette méprise, le grand développement, au cours de l'année qui précéda la VI^e Assemblée, de son front ouvrier qui lui fit croire que « désormais, la massive base sociale ouvrière et l'étude du socialisme révolutionnaire permettaient de définitivement rompre avec la politique vacillante d'ETA et de la situer du côté du futur historique, de la classe ouvrière et de la Révolution socialiste »⁸³.

ETA V collera au contraire au plus près de la base sociale primitive d'ETA, c'est-à-dire du mouvement de résistance nationale à la répression franquiste. Pendant qu'ETA VI se perd à la recherche de la pureté prolétarienne et se déchire de discussions théoriques en scissions, ETA V fait sauter les symboles franquistes. Pendant qu'ETA VI parle de Révolution socialiste et de Dictature du prolétariat, ETA V clôt ses communiqués par un tonitruant « Euskadi ou la mort ». Pendant que les militants d'ETA VI s'enferment chaque jour davantage dans des idéologies intransigeantes et difficilement assimilables par la majorité de la population, ETA V se restructure autour

⁸² Cette décision sera prise au cours de la VII^e Assemblée d'ETA VI célébrée par les « minoritaires » en novembre 1973 (voir le n° 61 de *Zutik*, novembre 1973. Il s'agit là de la dernière publication d'ETA VI en tant qu'organisation. A partir du n° 62, *Zutik* devient l'organe de la direction unifiée d'ETA VI—LCR en Pays Basque).

⁸³ In *Zutik* n° 52, mai 1971, p. 3.

de trois mots d'ordre directement compréhensibles : liberté nationale, démocratie et socialisme.

Pendant plus d'un an, c'est la référence à la nécessité de mener une lutte armée de libération nationale qui unit la poignée de militants d'ETA V. Cette référence apparaît de façon d'autant plus forte qu'ETA VI abandonne dans le même temps le nationalisme et la lutte armée. Bien qu'extrêmement réduite numériquement, ETA V réalise cependant un gros effort de propagande et quelques coups d'éclat (dont l'enlèvement du consul allemand à Saint-Sébastien en plein procès de Burgos) qui lui permettent d'apparaître comme le continuateur le plus fidèle de « l'ancienne ETA ».

En 1971, l'accent n'est cependant plus uniquement mis sur la libération nationale, et les références au socialisme et à la libération sociale se multiplient. Déjà, au mois d'août, un des signataires du « Manifeste » de 1970, l'ultra nationaliste Juan Jose Etxabe, avait dû quitter l'organisation [212] en raison de sa faible sympathie pour le socialisme. Début 1972, l'enlèvement de l'industriel basque Lorenzo Zabala⁸⁴ permet à ETA V de préciser sa position : « Pour nous, tous les patrons sont égaux (...) et qu'ils soient basques ou non ne change rien à l'affaire : tous sont nos exploiters. On dit que Zabala est basque. Mais il est aussi un exploitateur, au même titre que n'importe quel patron, indépendamment de sa nationalité. »⁸⁵ Le binôme lutte nationale — lutte sociale d'avant la scission est ainsi rétabli et momentanément soudé par la lutte armée. Bien que toujours ultra minoritaires par rapport à ceux d'ETA VI, les militants d'ETA V vont cependant réussir, en incarnant le mieux les principes de « l'ancienne ETA », à attirer vers eux la quasi-totalité de la jeunesse basque ayant décidé, après le procès de Burgos, de militer activement. En l'espace de six mois (premier semestre 1972), un demi-millier de militants entrent à ETA V. L'immense majorité provient de l'organisation de jeunesse du PNV, EGI⁸⁶.

⁸⁴ Principal actionnaire de l'entreprise Precicontrol dont les 183 ouvriers venaient d'être licenciés en raison de la grève qu'ils avaient déclenchée pour protester contre le refus de la direction d'augmenter leur salaire. Deux jours après ces licenciements, ETA V enlevait Lorenzo Zabala. Quinze jours après, les travailleurs étaient réintégrés, l'augmentation des salaires accordée et Zabala libéré.

⁸⁵ In *Zutik* n° 63, mai 1972.

⁸⁶ Celle-ci s'était restructurée en 1969 et développée dans une ambiance ouvertement favorable à ETA (Procès de Burgos) qui contrastait avec l'inactivité du PNV. En l'espace de trois ans, EGI avait recruté environ 500 militants et disposait de onze permanents clandestins. Courant 1971, l'organisation avait décidé de passer, malgré le désaccord du PNV, à la lutte armée (deux de ses militants trouveront la mort

Il est dès lors difficile de continuer de parler d'ETA V. En effet, la quasi-totalité de ses militants sont nouveaux et s'empressent d'abandonner la stratégie tiers-mondiste (basée sur la vision d'une Euskadi colonie de l'Espagne) qui avait jusqu'à ce jour été celle d'ETA V. Dans la mesure où la totalité des groupes issus d'ETA VI renonceront, quelques mois plus tard, à l'appellation d'ETA pour rejoindre d'autres organisations, c'est semble-t-il à juste titre que l'on peut, à partir de cette date, parler d'une « nouvelle ETA ». [213]

VI- LA NOUVELLE ETA

Apparemment, le processus de constitution de la nouvelle ETA semble être identique à celui de l'ancienne : un secteur de la jeunesse nationaliste, directement lié au PNV, mais déçu par son immobilisme, décide de faire scission et de passer à l'action. La réalité est cependant bien différente car, entre les deux, résident presque quinze ans d'histoire. Une histoire largement remplie, en Pays Basque, par la référence à ETA

Nous avons vu combien de pas cette organisation avait fait faire au nationalisme basque durant ces années-là : rupture avec une définition essentialiste de la nation, adoption de la lutte armée, rapprochement avec le mouvement ouvrier, puis passage au socialisme. Ces pas, les militants de la nouvelle ETA n'ont pas à les refaire : ils n'héritent pas seulement du nom d'ETA mais aussi du chemin parcouru.

1- Une nouvelle approche du binôme lutte nationale-lutte sociale

D'entrée, la nouvelle ETA se définit comme « une organisation socialiste révolutionnaire basque de libération nationale. Socialiste parce qu'elle lutte pour les intérêts spécifiques du prolétariat, c'est-à-dire pour une société basque et sans classe. Notre socialisme doit répondre aux nécessités culturelles, politiques, économiques et sociales du Peuple Travailleur Basque. Nous considérons que celui-ci est composé par tous ceux qui vendent leur force de travail en Euskadi et essayent de s'intégrer à la lutte de libération nationale et sociale (...). De libération nationale, parce qu'elle lutte pour la réunification d'Euskadi Nord et d'Euskadi Sud en un même État socialiste basque sans

en manipulant une bombe), et s'était très nettement rapproché des idées socialistes. Début 1972, elle rompt ses liens organiques avec le PNV pour, quelques mois plus tard, passer en bloc à ETA V à

classes et indépendant des États français et espagnol. En d'autres mots parce que nous luttons contre l'appareil d'occupation d'Euskadi »⁸⁷.

En identifiant aussi clairement sa lutte avec les « intérêts spécifiques du prolétariat basque », ETA renonce de fait à la vision du peuple basque comme peuple-classe combattant l'impérialisme espagnol. Pour peu qu'il s'oppose à la « libération totale » du « peuple travailleur basque », l'adversaire est désormais aussi basque. [214]

Ceci paraît par exemple bien dans le compte rendu de l'enlèvement, évoqué plus haut, de Lorenzo Zabala en février 1972 : « Cette action militaire suppose un changement radical dans l'orientation politique d'ETA. Avec elle, l'organisation confirme sa politique d'élimination des influences petites-bourgeoises et de rapprochement avec la classe ouvrière. En conformité avec ses thèses du nationalisme révolutionnaire, selon lesquelles il faut passer par l'union entre les différentes classes laborieuses (...), ETA propose l'union patriotique et socialiste la plus large possible pour libérer notre peuple, tout en réaffirmant ici sa position de classe. Consciente de cela, la répression vient d'essayer de nous séparer de vastes secteurs patriotiques de notre peuple en soulignant dans sa propagande le caractère basquiste de Zabala. Mais, justement, Zabala fut séquestré entre autres choses pour son basquisme. En tant que Basque, nous n'avons en réalité rien contre lui. Mais en tant qu'exploitant basquant son rôle est doublement néfaste : d'un côté il exploite les travailleurs, de l'autre il discrédite par sa personne le nationalisme. Avec cette action, nous voulons souligner que l'alliance du prolétariat basque avec les autres classes populaires basques proposée par ETA en vue de la libération nationale se base sur l'acceptation par ces dernières des intérêts du prolétariat et sur l'acceptation de la direction politique de cette lutte par la classe ouvrière. »⁸⁸

Deux ans plus tard, le compte rendu d'une autre action militaire, celle de l'incendie, en juin 1974, de la maison d'un autre industriel basque et « basquant », Francisco Arozama⁸⁹, renouvelle, bien que de façon plus anecdotique, la

l'occasion de l'*Aberrri Eguna*.

⁸⁷ In *Zutik* n° 63, mai 1972.

⁸⁸ Editorial de *Hautsi* n° 3, avril 1973, p. 20.

⁸⁹ Principal actionnaire de l'entreprise Emua dont les 240 ouvriers étaient en grève et 11 d'entre eux déjà licenciés à la suite de cette action revendicatrice. Quatre jours après l'action d'ETA, les 11 travailleurs étaient réintégré et les revendications ouvrières accordées.

démonstration : « (...) on lui dit alors de se tenir tranquille, que nous allions brûler sa maison en réponse à sa position de fasciste et d'exploiteur envers les travailleurs de son entreprise. Il nous répondit en *euskera* que lui aussi était *Euskaldun alde* (du côté des Basques)... On lui répondit, toujours en *euskera*, qu'il y avait des Basques exploités et des Basques exploités et que nous étions, nous, du côté des premiers... »⁹⁰ [215]

En n'hésitant pas à s'affronter ainsi ouvertement à une classe « basquiste » (la bourgeoisie autonomiste socialement la plus conservatrice), ETA supprimait le principal motif de dissension qui avait jusque-là déchiré l'organisation et provoqué les scissions de 1967 et 1970 : union nationale ou union de classe ? Désormais ETA luttait pour l'union de toutes les classes populaires (composantes du Peuple Travailleur Basque) sous la direction de la classe ouvrière pour instaurer un État socialiste basque. Tous ceux, basques ou pas, qui s'opposaient à cette dynamique étaient ses adversaires.

Au fur et à mesure que cette vision se précise, la stratégie d'ETA devient plus cohérente : une stratégie dans la plus pure tradition léniniste. D'un côté il s'agit de provoquer et d'appuyer par tous les moyens l'union du Peuple Travailleur Basque autour de sa classe ouvrière, de l'autre d'organiser cette classe et de préparer son avant-garde à la direction de l'insurrection révolutionnaire :

- « La classe ouvrière manque d'organisation, d'organisation et d'organisation (...). Un organisme dans chaque usine, atelier ou bureau, une coordination au niveau des zones, une structure provinciale, et une organisation de masse pour toute la classe ouvrière d'Euskadi : telle est notre conception. »⁹¹

- « Une telle unité sera révolutionnaire (et pas simplement syndicale) si elle a pour objectif de transformer la lutte économique des travailleurs basques en lutte politique et celle-ci en insurrection armée. C'est seulement en combattant depuis une telle perspective que nous nous placerons sur la voie correcte pour en terminer avec toutes les oppressions et résoudre définitivement notre problématique de classe ouvrière basque. »⁹²

⁹⁰ « Tolosa : un mes de lucha alrededor de Emua », in *Langile* (organe du Front Ouvrier d'ETA) n° 1, juillet 1974, p. 13.

⁹¹ « Por un movimiento obrero vasco y abertzale », in *Langile* n° 1, juillet 1974, p. 3.

⁹² « Balance : cinco meses de lucha obrera en Euskadi », in *Langile* n° 1, p. 7.

La mise en place de cette stratégie globale posera de nombreux problèmes à ETA, mais le plus important fut certainement celui de l'articulation entre mouvement de masse et action de l'avant-garde : comment gérer le désir d'être à la fois « l'avant-garde armée du peuple travailleur basque » et son organisme de masse ? [216]

Une réponse théorique, appuyée par quelques actions armées dites « pédagogiques » est apportée pendant plus de deux ans. « S'appuyer, se baser, et se fondre dans les masses d'un côté, aborder et assumer positivement les questions dérivées de la lutte armée : ces deux tâches constituent les points de référence de toute stratégie authentiquement révolutionnaire (...). Les fondre en un ensemble unique fut et sera toujours un sérieux problème pour les révolutionnaires. La mauvaise compréhension de la nature du processus révolutionnaire et la constante interrelation dialectique entre action de masse et lutte armée a engendré deux tendances gravement néfastes : l'ouvriérisme et le militarisme. Dans les deux cas, l'erreur a une même origine : la priorité exclusive donnée à l'une des deux formes de lutte (...). Opposer action de masse à lutte armée constitue une grave erreur. D'abord parce que l'action de masse a des limites : celles que la violence répressive lui impose. Ensuite parce que l'apport des masses au processus révolutionnaire ne se limite pas à ses formes classiques d'action, parce que l'activité populaire d'appui et de collaboration avec le noyau politico-militaire, indispensable pour ce dernier, est aussi une action de masse. »^{oo}

Cependant, en juillet 1974, soit après plus de trois ans de pratique, le problème ne semble toujours pas résolu pour ETA : « La liquidation du mouvement ouvrier basque (par la répression) au cours des années 1967 et 1968 (dont nous sommes en train de payer les conséquences) est le résultat de la tactique suicidaire utilisée par ceux qui contrôlaient alors les organisations de masse de notre classe ouvrière (Commissions Ouvrières). Nous devons adapter nos méthodes d'organisation et de lutte aux conditions que nous impose l'État oppresseur : proposer une structuration ouverte et non clandestine face au fascisme est une très grave erreur. Seul un appareil clandestin

^{oo} In *Zutik* n° 64, mai 1974. L'enlèvement, en janvier 1973, de l'industriel Felipe Huarte a représenté pour ETA une de ces « actions pédagogiques » : après plus d'un mois de grève pour protester contre le blocage de leur salaire, les 140 ouvriers de l'entreprise Torfinasa venaient d'être licenciés et les leaders du mouvement emprisonnés lorsqu'un commando d'ETA enleva le propriétaire de l'entreprise, Felipe Huarte. Le lendemain, les ouvriers étaient réintégrés, les leaders libérés et l'augmentation accordée (voir le compte rendu de cet enlèvement dans *Hautsi* n° 3, avril 1973, où l'on peut lire p. 52 : « L'action d'ETA ne se substitue pas aux méthodes classiques de lutte ouvrière, mais tend au contraire à les appuyer et à les

permettra de doter le mouvement ouvrier d'organisations de masse stables et permanentes. [217] Mais une telle structure a aussi ses limites : le problème de la garantie d'un contact réel entre avant-garde et masses est la première d'entre elles. Comment regrouper tous les ouvriers combattifs sans perdre en cela la clandestinité ? Comment gagner la confiance et l'appui des masses si celles-ci ne peuvent nous connaître qu'indirectement (par l'intermédiaire de la propagande)? »⁹³ Ces questions, posées dans un climat de répression sans précédent, et au moment où le Front Militaire de l'organisation prenait une importance primordiale, allaient de nouveau déchirer ETA durant l'été 1974 (voir plus loin).

2- La recrudescence de la lutte armée

En continuité avec ETA V, la nouvelle ETA considéra dès le départ la lutte armée comme un des éléments essentiels de sa stratégie globale. Cependant, ce type de lutte n'est désormais plus pensé comme le moteur de la spirale action-répression-action définie au cours de la V^e Assemblée (1967).

C'est à l'occasion de l'enlèvement de Lorenzo Zabala, début 1972, que la rupture avec le passé est annoncée et le nouveau rôle de la lutte armée précisé : « Désormais, les actions militaires à mener, mises à part celles que le maintien et l'autodéfense de l'organisation nécessitent (...), seront toutes d'appui au mouvement ouvrier. Les objectifs sont de favoriser, de protéger, et d'appuyer l'organisation de la classe ouvrière et du peuple pour que celui-ci, dirigé par celle-là, puisse mener à bien sa lutte de libération nationale et sociale. Dans le même temps, l'activité révolutionnaire s'efforcera de diviser et d'isoler les classes exploiteuses en tentant de radicaliser leurs contradictions internes (...). Ceci n'est pas du terrorisme car nos attaques ne sont pas portées de façon indiscriminée, mais visent toutes des personnes bien définies : celles qui se distinguent par leur appartenance à une classe oppressive ou à l'appareil répressif. »⁹⁴

Dès la fin de l'été 1972, l'appareil militaire de la nouvelle ETA se sent suffisamment fort pour mener une campagne d'attentats [218] et d'actions armées sans

compléter. C'est-à-dire là où les ouvriers ne peuvent arriver, leur avant-garde armée parvient. »).

⁹³ « Por un movimiento obrero vasco y abertzale », in *Langile* n° 1, juillet 1974, p. 4.

⁹⁴ Editorial de *Hautsi* n° 3, avril 1973, p. 23.

précédent. Dans son compte rendu de cette campagne, ETA distingue : les « actions d'appui à la classe ouvrière » (enlèvement d'industriels, attentats contre les bureaux du syndicat vertical, etc.), les « attaques contre les forces répressives et contre les élites collaborationnistes » (attentats contre les commissariats, les casernes de la Guardia Civile, les biens des mouchards, les journaux et radios du Mouvement), les « attentats contre les monuments fascistes », les « réquisitions aux entités bancaires pour le maintien logistique de l'organisation (hold-up) », les « actions de conscientisation du peuple travailleur basque sur ses possibilités révolutionnaires » : lectures de communiqués dans des lieux publics, et enfin les « attentats contre des centres de distraction de l'oligarchie »⁹⁵.

Chaque fois, l'organisation s'efforce d'expliquer par de longs communiqués la raison des actions menées, dans le but de « lier le plus étroitement possible lutte de masse et lutte armée », et afin de « radicaliser chaque fois davantage celle-là par le détonateur irremplaçable que constitue celle-ci »⁹⁶.

Malgré l'arrestation de près de soixante-dix de ses militants en septembre 1972, et la mort de huit autres (dont celle, le 10 avril 1973, d'Eustaquio Mendizabal, responsable du Front Militaire), ETA développe durant toute l'année suivante (1973) une activité croissante : plus d'une centaine d'interventions armées et d'attentats dont le plus retentissant fut certainement celui qui, le 20 décembre, coûta la vie au tout nouveau président du gouvernement espagnol et successeur désigné du Général Franco, l'Amiral Carrero Blanco.

3- Nouvelles contradictions

Bien qu'en un premier temps, l'activité armée d'ETA permette de souder les militants autour d'une même pratique, son essor va bien vite [219] susciter parmi eux une interrogation mettant directement en cause la stratégie globale adoptée en 1972 : comment une organisation armée dont les militants sont pourchassés et soumis à une répression sans précédent peut-elle réellement développer une action de masse ?

⁹⁵ « Acciones militares de ETA en 1972 », in *Hautsi* n° 3, avril 1973, pp. 24-25.

⁹⁶ In *Zutik* n° 64, mai 1974.

Les premières critiques émanent du Front Militaire⁹⁷. Pour lui, le Front Ouvrier, plus particulièrement chargé du « travail de masse », s'est montré « incapable d'élaborer une politique cohérente et dynamique afin de capitaliser pour le mouvement ouvrier les actions du Front Militaire ». L'absence de retombées politiques après l'action Huarte est citée en exemple. Inversement, les militants du Front Ouvrier sont accusés, « en voulant en faire trop, de faire courir des risques inconsidérés à l'ensemble de l'organisation ».

Mais les critiques les plus dures seront portées par le Front Ouvrier, au fur et à mesure de son développement. L'accent est d'abord mis sur la « militarisation » de l'organisation qui empêche les militants de s'immerger dans le mouvement ouvrier. La répression, chaque jour plus forte, et les actions du Front Militaire, chaque fois plus audacieuses, obligent l'ensemble des *etarrak*, qu'ils soient « militaires » ou pas, à prendre des mesures de sécurité draconiennes. Ces dernières interdisent de fait aux militants du Front Ouvrier d'intervenir ouvertement durant les conflits et les réunions des comités d'entreprise. On arrive ainsi au paradoxe de voir ceux qui étaient théoriquement chargés « d'encadrer les masses », se couper de ces mêmes masses en raison de la nature fondamentalement militaire de l'organisation.

Les critiques deviendront encore plus vives lorsque, après l'attentat contre Carrero Blanco, et en regard de ce qui vient de se passer au Portugal et se passe en Grèce (chute des dictatures), le régime franquiste paraît condamné, comme son *Caudillo*, à une mort imminente. Dans la perspective d'une prochaine démocratisation, le Front Ouvrier pense qu'il « est urgent d'impulser un autre type d'organisation, plus ouvert et plus ample qui permette aux ouvriers basques de mener une lutte patriotique et de classe sans s'exposer à la répression féroce dont sont victimes les militants d'ETA »⁹⁸. [220]

⁹⁷ Bien qu'ayant totalement abandonné la stratégie tiers-mondiste qui l'avait produite, la nouvelle ETA avait adopté l'ancienne structuration en Fronts. Cependant, « tout le monde faisant de la politique », le Front Politique avait été supprimé, tandis que le Front culturel, malgré sa réorganisation début 1972, était toujours resté marginal. Au cours de l'automne 1972, il sera intégré au Front Ouvrier. A partir de là, l'organisation sera donc structurée autour de deux grands pôles : le Front Ouvrier et le Front Militaire.

⁹⁸ *Carta del Frente Obrero al Biltzar Tipia*, juillet 1974.

VII- LES SCISSIONS DE 1974 : LAIA, ETA MILITAIRE ET ETA POLITICO-MILITAIRE

L'unité d'ETA ne résistera pas longtemps à ces critiques : en l'espace de six mois, deux scissions allaient la fractionner en trois. Mais pour la première fois de son histoire, il ne faut pas chercher l'origine de ces scissions dans la gestion de l'articulation entre la lutte nationale et les luttes sociales : les trois nouvelles organisations issues d'ETA partagent les mêmes convictions politiques et luttent pour un même but : la « libération totale (nationale et sociale) du Peuple Travailleur Basque ».

1- La scission du Front Ouvrier : LAIA

Durant l'été 1974, la grande majorité des militants du Front Ouvrier quitte ETA pour fonder immédiatement après le Parti des Travailleurs Patriotes Révolutionnaire LAIA (Langile Abertzale Iraultzaleen Alderdia). Quelques mois plus tard, ils expliquent ainsi leur scission : « Si nous avons choisi de nous structurer hors d'ETA en rejetant les sigles pour lesquels nous avons lutté, ce n'est ni par caprice (...), ni pour des raisons personnelles ou sentimentales (...). La raison qui nous y a poussés fut l'impossibilité de transformer ETA en un appareil capable de développer une politique révolutionnaire qui réponde aux intérêts de la classe ouvrière basque. Nous avons lutté pour renforcer le mouvement ouvrier patriotique basque, seul moyen de parvenir au but que nous nous sommes fixé. L'impossibilité d'y arriver au sein d'ETA, c'est-à-dire l'impossibilité de rompre avec un activisme éloigné des masses et qui nous paralysait, fut à l'origine de notre rupture avec ETA. »⁹⁹

Au cours de sa Première Assemblée constitutive, célébrée en octobre 1974, LAIA se présente comme « une organisation de classe au service du prolétariat d'Euskadi » et déclare entendre « œuvrer par tous les moyens à l'organisation dynamique de la classe ouvrière basque en vue de l'instauration d'une République Populaire d'Euskadi et la création d'un nouvel État au service de la classe ouvrière et des classes populaires (dictature du prolétariat) »¹⁰⁰. Dans l'immédiat, LAIA crée des Commissions Ouvrières [221] Patriotiques dans chaque usine où il est implanté. Ces

⁹⁹ Editorial de *Sugarra*, organe de LAIA, n° 1, février 1975, p. 2.

Commissions se fondent quelques mois plus tard dans le syndicat révolutionnaire LAB. A la sortie du franquisme, LAIA rejoindra la coalition rupturiste Herri Batasuna (voir plus loin).

La quasi-totalité des membres du Front Ouvrier partie, c'est le problème de la structuration même d'ETA en Fronts, et celui de son mode d'articulation avec les mobilisations de masse qui se trouve posé. Les réponses divergentes à ces questions partageront, durant le mois d'octobre 1974, ETA en deux nouvelles organisations qui ne renoncent cependant ni à la libération nationale ni au socialisme, ni au nom d'ETA et ni à la lutte armée : ETA militaire et ETA politico-militaire.

2- ETA militaire

Une minorité des militants restant à ETA après la scission de LAIA pensent que, finalement, l'analyse de ce dernier est juste : une même organisation ne peut à la fois mener un travail de masse et une lutte armée clandestine. Il faut tactiquement séparer les deux sous peine d'une paralysie mutuelle. Ces militants décident alors de s'organiser en une structure exclusivement militaire et totalement autonome (ETA militaire).

Dans un « Manifeste d'ETA » publié en novembre 1974, ils expliquent ainsi leur décision : « (Notre stratégie) ne nous a pas conduits à une situation de guerre populaire de libération mais, conjointement à la lutte du reste des peuples de l'Etat espagnol, aux portes d'un processus (de transformation) démocratique bourgeois (...). Euskadi est un pays industrialisé et, bien que l'on traverse aujourd'hui une crise économique aiguë au niveau de l'État, il semble peu probable que l'on ait quelque chance de succès en s'auto marginalisant du système démocratique qui semble se dessiner. Autrement dit, il importe de participer aux diverses institutions démocratiques : partis politiques, syndicats, etc. (...) et dans ce cas, développer une lutte armée au sein d'une même organisation ne peut constituer qu'un obstacle à la mise en place de larges et stables organisations capables de mobiliser les masses et de mettre en œuvre un programme politique dans la légalité démocratique (...). À cet effet, ETA se sépare volontairement de l'appareil de masse de l'organisation pour, tactiquement, limiter ses fonctions au développement de la lutte armée et à l'explication de ses positions politiques [222] selon

¹⁰⁰

« Nuestros objetivos estratégicos », in *Sugarra* n° 2, janvier 1976, pp. 4-5.

les exigences du moment. Cela dans le double but : d'une part de soustraire ledit appareil de masse aux effets de la répression, lui permettant ainsi de se développer et de se renforcer et lui laissant une plus grande liberté de manœuvre quant à l'élaboration de compromis politiques, et d'autre part de se sentir libre de tout engagement afin de garantir la réalisation des objectifs finaux qu'a jusqu'alors défendus ETA, c'est-à-dire la constitution d'un État socialiste Basque. »¹⁰¹

Dès lors, toute l'activité d'ETA militaire sera déployée dans le but de « forcer par tous les moyens, le Gouvernement espagnol à opérer une rupture démocratique qui lui permette de discuter ouvertement et sans *a priori*, des cinq points KAS avec l'ensemble des forces patriotiques basques, y compris ETA »¹⁰². [223]

3- ETA politico-militaire

À l'inverse d'ETA militaire, et tant que le passage à la démocratie ne sera pas irréversible, la majorité des *etarrak* pensent qu'il demeure indispensable de lier organiquement les activités politiques à la lutte armée par une même structure politico-militaire (d'où leur nom d'ETA politico-militaire).

À l'origine de cette décision, la crainte de voir tomber ETA, dès lors qu'elle décide de se consacrer uniquement à la lutte armée, dans « un activisme élitiste qui ne

¹⁰¹ « Estrategia de ETA », in *Eta-ren agiria*, novembre 1974, pp. 24-25.

¹⁰² La KAS (Coordination Patriotique Socialiste), mise sur pied au lendemain de la mort du dictateur, regroupe l'ensemble des forces indépendantistes et socialistes basques jusqu'aux élections de juin 1977. A partir de cette date, et jusqu'à nos jours, elle ne rassemblera plus que ceux qui considèrent qu'aucune rupture démocratique n'a eu lieu en Pays Basque. Les cinq points KAS sont les suivants :

- 1) Amnistie pour tous les prisonniers politiques basques.
- 2) Liberté démocratique permettant la légalisation de tous les partis politiques indépendantistes sans que ceux-ci soient obligés de changer leurs statuts.
- 3) Expulsion d'Euskadi de la Guardia Civile, de la Police, de l'Armée et du corps Général de la Police.
- 4) Amélioration des conditions de vie et de travail pour les classes populaires et spécialement pour la classe ouvrière.
- 5) Statut d'autonomie dans les conditions suivantes :
 - extension simultanée de ce statut aux quatre provinces basques,
 - reconnaissance de la souveraineté nationale d'Euskadi,
 - droit à l'autodétermination incluant le droit à la création d'un Etat propre et indépendant,
 - reconnaissance des liens nationaux existants entre Euskadi Sud et Euskadi Nord,
 - les forces de défense du citoyen qui remplaceront des forces répressives actuelles seront créées et uniquement contrôlées par le Gouvernement basque,
 - les forces armées postées en Euskadi seront sous le contrôle du Gouvernement basque,
 - le peuple basque sera doté des pouvoirs suffisant pour pouvoir opter à chaque moment pour les structures économiques, sociales et politiques qu'il considérera les plus pertinentes pour assurer son progrès et son bien-être,
 - l'*euskera* sera langue officielle et prioritaire en Euskadi.

corresponde pas à la réalité du Peuple » : « Si nous coupons toute coordination entre l'activité militaire et le travail de conscientisation et d'organisation des masses, nous courons le grave risque de ne plus comprendre les besoins de ces masses, et de mener des types d'actions (armées) que ces mêmes masses ne sont pas prêtes à accepter ou n'appuient pas (...). Nous courons aussi le grave danger de mener une activité militaire complètement déconnectée du travail des organisations de masse et donc de porter préjudice à ce travail avec quelques actions militaires inconsidérées. Par exemple, en exerçant des actions à contretemps d'une lutte concrète de masse, nous pouvons faire avorter son développement (...). »¹⁰³

Afin d'éviter ces dangers, et « l'histoire s'étant chargée de démontrer que le principe des fronts séparés n'était pas viable, ETA décide d'adopter une nouvelle structuration de type unitaire et politico-militaire » : « La solution consiste à laisser l'indépendance d'action aux anciens fronts, mais avec un même responsable politico-militaire au niveau des zones de manière à coordonner le mieux possible les deux tâches de l'organisation. De cette façon, n'importe quelle action menée dans n'importe quel terrain de lutte prendra toujours en compte, au niveau de la zone, le contexte, c'est-à-dire l'incidence favorable ou pas qu'elle pourrait avoir sur le développement d'autres terrains de lutte dans la même zone. Ainsi, avant de programmer une action militaire dans sa zone, le responsable politico-militaire devra d'abord étudier l'ensemble des différents secteurs de lutte que l'organisation maintient dans cette zone afin de prévoir si les conséquences de cette action [224] agiront de façon positive ou négative sur le déroulement de la lutte dans ces différents secteurs. »¹⁰⁴ Il s'agit pour les politico-militaires « d'éviter l'autonomisation de la lutte armée », et « l'apparition d'une logique armée indépendante des aspirations populaires »¹⁰⁵.

Mais ETA politico-militaire paiera très cher ce désir de ne pas voir la lutte armée se couper des mobilisations populaires. Début 1975, elle crée en effet des organismes

¹⁰³ « La separacion tactica grupo militar-organismo de masas o el peligro de caer en un activismo elitista que no se responde a la realidad del pueblo », in *Kemen* (bulletin interne d'ETA politico-militaire) n° 5, avril 1975, colonne 31.

¹⁰⁴ « Necesidad de una estructura para ETA y adopcion de una nueva estructura de la organizacion politico-militar », in *Kemen* n° 5, avril 1975, colonnes 9-11.

¹⁰⁵ « Las implicaciones politicas de la lucha armada de ETA », in *Kemen* n° 5, *op. cit.*, s. p.

destinés à encadrer celles-ci : le syndicat révolutionnaire LAB¹⁰⁶, l'organisation de jeunesse IAM¹⁰⁷, le mouvement populaire urbain Hauzo Batzarrak¹⁰⁸ et le mouvement culturel EKT¹⁰⁹. Chaque fois, les militants politico-militaires y jouent un rôle prépondérant. Même s'ils ne font pas, la plupart du temps, partie des commandos militaires et n'ont donc rien à se reprocher en dehors de leur travail d'agitation et d'organisation, il est aisé à la police, grâce aux infiltrations et aux mouchards, de remonter jusqu'à leur responsable politico-militaire et, tenant ce dernier, de démanteler l'ensemble de l'appareil de zone. Ainsi, durant l'été 1975, plusieurs dizaines de politico-militaires, appartenant à différentes zones du territoire basque, sont arrêtés ou tués par la police.

Courant 1976, il apparaît désormais aux yeux de tous que le rétablissement de la démocratie en Espagne ne saurait tarder. Pour les politico-militaires aussi, « la situation a radicalement changé » : « Si, en novembre 1974, nous affirmions la nécessité d'une organisation politico-militaire et d'une structure politico-militaire, c'était parce que nous considérions que, dans les conditions qui étaient alors celles d'un régime fasciste dans lequel toutes les luttes populaires étaient clandestines, elles étaient la forme la plus correcte de garantir la coordination lutte armée-lutte de masses. Mais aujourd'hui, bien que le fascisme se maintienne, les conditions politiques ont changé. »¹¹⁰ [225]

Une idée commence alors de cheminer parmi eux : celle de créer un parti politique révolutionnaire basque, capable de s'intégrer au jeu démocratique, afin de capitaliser les vingt ans de nationalisme révolutionnaire d'ETA. Durant l'été, un vaste débat a lieu parmi les militants. Plusieurs rapports circulent. Dans celui de la direction de l'organisation on peut lire : « Il est nécessaire de se poser la question centrale : ETA peut-elle aujourd'hui exercer la direction politique du mouvement de la gauche patriotique ? Et celle qui l'accompagne : le mouvement de la gauche patriotique peut-il être une force hégémonique dans l'ensemble des forces patriotiques basque sans une

¹⁰⁶ Langile Abertzale Batzordea : Syndicat des Travailleurs Patriotiques.

¹⁰⁷ Ikasle Abertzaleen Mugimendua : Mouvement des Etudiants Patriotiques.

¹⁰⁸ Hauzo Batzarrak : Comités de Quartier.

¹⁰⁹ Euskal Kultur Taldeak : Groupes de Culture Basque.

¹¹⁰ *El partido de los trabajadores vascos : una necesidad urgente en la conjuntura actual*, Juillet 1976, p. 6.

ferme direction politique ? Dans les deux cas la réponse est non (...). Il est donc nécessaire de procéder à la reconversion politique d'ETA ou, plutôt, à la reconversion de l'organisation de la lutte politique qu'ETA a jusqu'ici portée. Dans ce sens, notre proposition est la suivante : l'unique solution viable dans la situation actuelle est la séparation organique entre la lutte politique et la lutte armée. Concrètement, nous proposons la création d'un Parti d'avant-garde de la classe ouvrière et de tout le Peuple Basque, de caractère indépendantiste, et l'incorporation en son sein de toute l'activité de masse qu'ETA a jusqu'ici portée (...). Nous affirmons donc que l'organisation qui doit, dans la phase de démocratie bourgeoise dont nous approchons, exercer la direction politique du processus révolutionnaire basque doit être une organisation exclusivement politique, doit être un parti qui ne pratique pas la lutte armée.»¹¹¹ Finalement, une Assemblée Générale d'ETA politico-militaire, la VII^e, est convoquée pour le mois de septembre¹¹².

Le dédoublement de l'organisation y est majoritairement voté. Dans un *Manifeste à tout le Peuple Basque*, ETA politico-militaire, explique ainsi sa décision : « Au cours de la nouvelle phase de la Révolution basque qui s'ouvre aujourd'hui, étant donné les nouvelles conditions dans lesquelles va désormais se dérouler la lutte des masses populaires, enfin, tenant compte de l'impérieuse nécessité d'une direction politique ferme au sein de la gauche patriotique et de l'ensemble du peuple travailleur basque, force nous est de reconnaître qu'il est impossible de mener à bien cette direction politique à partir d'une organisation utilisant simultanément la lutte des masses et la lutte des armes. [226] ETA se voit donc contraint de disjoindre ces deux activités et de confier chacune d'elles à deux structures organiquement différentes. Par conséquent, ETA a décidé de promouvoir, en collaboration avec d'autres secteurs de la gauche patriotique, la création d'un instrument politique, d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière basque, capable d'en assumer la direction politique. »¹¹³

¹¹¹ *Ibidem*, pp. 5-6 et p. 8.

¹¹² La VI^e Assemblée générale d'ETA (issue d'ETA V et encore unie) avait eu lieu en août 1973. Aucune nouveauté n'y avait été décidé par rapport à la stratégie définie en 1972.

¹¹³ *Euskal Herri guztiari ETA-ren VII-garren Biltzar Nagusiaren agiria*, Septembre 1976, s. p.

Une grande partie des politico-militaires quittent alors ETA pour former le Parti pour la Révolution Basque EIA (*Euskal Iraultzarako Alderdia*)¹¹⁴.

« ETA continue cependant d'exister en tant qu'organisation révolutionnaire à laquelle reste fixé comme objectif la lutte armée. »¹¹⁵ Une minorité de l'organisation, pensant que le moment était venu de transformer ETA politico-militaire en une organisation purement militaire de « professionnels », expulse alors tous ceux, dont la direction, qui ne sont pas d'accord avec eux. Il s'agit des *Komando Bereziak* les commandos spéciaux de l'organisation jusqu'alors chargés d'accomplir les actions de haute technicité. Après quelques mois de fonctionnement autonome, ils rejoindront finalement tous ETA militaire.

Le reste de l'organisation, fidèle aux principes politico-militaires, définit alors les principales tâches de la lutte armée : « Répondre aux attaques de l'ennemi, en ayant soin de laisser le temps aux masses populaires pour qu'elles se manifestent avec antériorité et plénitude. Appuyer les revendications assumées et suffisamment exprimées par le peuple dans ses luttes. Créer un état psychologique de façon à ce que le peuple se sente protégé et appuyé dans ses luttes, et l'ennemi en danger permanent. Garantir le maintien et la consolidation des conquêtes populaires face aux méthodes déstabilisatrices de l'oligarchie. Dissuader, montrer et rappeler à l'ennemi l'existence d'une force militaire. Attaquer le système capitaliste en vue de sa déstabilisation, à partir de la perspective de la stratégie de la Révolution Socialiste Basque. [227] Enfin, procéder à des actions d'approvisionnement et d'information, tant pour la propre organisation que pour les luttes populaires. »¹¹⁶

Attentive aux remarques du parti qu'elle a créé (EIA), ETA politico-militaire déclare unilatéralement, en janvier 1981, une trêve indéfinie. Cependant, une partie de l'organisation « vu les changements dans la situation politique (virage à droite, reculs démocratiques et autonomiques) qui ont empêché de fait la matérialisation de la

¹¹⁴ Immédiatement après, EIA encourage la formation, puis anime une coalition de la gauche patriotique, Euskadiko Ezkerra, dans le but de participer aux premières élections libres de l'après franquisme (juin 1977). Plus tard, en octobre 1981, EIA se dissoudra pour fusionner avec différentes forces de la gauche basque, dont le secteur majoritaire du Parti Communiste d'Euskadi, et pour ériger Euskadiko Ezkerra en parti (voir plus loin).

¹¹⁵ *Euskal Herri guztiari...*, op. cit., s.p.

¹¹⁶ « Nuestra concepcion sobre la funcion de la lucha armada », in *Hautsi* n° 15, juillet 1977, p. 40.

dynamique de négociation appuyée par le cessez-le-feu »¹¹⁷, décide, un an plus tard (janvier 1982), de rompre la trêve et célèbre une VIII^e Assemblée Générale. Peu de temps après, ceux qui n'ont pas accepté les résolutions de cette assemblée abandonnent définitivement la lutte armée. [228]

¹¹⁷ *Manifeste de la VIII^e Assemblée générale d'ETA au peuple basque*, février 1982, p. 3.